

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 22 JUIN 2016

TOME IV

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

FONCIER

Cession par la SERM à la Ville de Montpellier de 7 lots de la copropriété n° 8 du Petit Bard

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du PRU Cévennes-Petit Bard, la SERM souhaite céder à la Ville de Montpellier 7 lots en nature d'emplacements de parking de la copropriété n° 8 du Petit Bard, située 2 rue des Alisiers et cadastrée section KV 301-303-321-362-363-364-365-366.

Les lots concernés sont les suivants :

Lot de copropriété n°	Quote-part des parties communes / 10 000 èmes	Nature du lot
420	7	parking
421	7	parking
422	7	parking
423	7	parking
424	7	parking
425	7	parking
426	7	parking

La Ville doit procéder à l'acquisition de ces lots dans le cadre de l'opération globale d'aménagement du Petit Bard. Ces lots devront être intégrés, à terme, au domaine public.

L'intégralité de ces lots est cédée à l'euro symbolique, valeur conforme à l'avis de France Domaine en date du 19 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville à la SERM des lots n° 420 à 426 de la copropriété n°8 du Petit Bard, copropriété cadastrée KV 303-303-321-362-363-364-365-366, au prix d'un seuro symbolique ;
- de demander à l'Office notarial de Maître Bonnary de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

FONCIER

Adjudication judiciaire de la propriété TISSOT

Terrains 5 rue de la Cavalade

Autorisation donnée à la SERM de participer aux enchères

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par acte du 3 août 2015, la Ville a acquis sur préemption dans le cadre de la zone d'aménagement différé « Avenue de la Mer », une villa avec terrain attenant, propriété des consorts TISSOT, située 5 rue de la Cavalade et cadastrée section SK n° 364.

Cette acquisition a donné lieu à l'intervention de la SERM en qualité de tiers-payeur au titre du mandat d'acquisitions foncières Ville / SERM sur le périmètre de Port Marianne initialement approuvé par délibération du 21 mai 1990.

Le tribunal de grande instance a adressé à la Ville une déclaration d'adjudication portant sur les parcelles SK365 et 366, d'une contenance de 1846 m², composant le reliquat de la propriété Tissot, non mise en vente par les propriétaires en 2015.

L'audience d'adjudication est fixée le 4 juillet 2016 avec une mise à prix de 140 000 €.

Ces deux parcelles complèteraient la propriété de la Ville sur ce secteur, rendrait un projet ultérieur plus cohérent et permettrait la suppression d'une servitude de passage grevant le foncier de la Ville en vue de desservir ce reliquat de propriété.

La Ville peut exercer le droit de préemption sur cette cession mais, conformément à l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme, uniquement au prix incertain de la dernière enchère.

Dans ces conditions, dans le cadre du mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne qui la lie à la Ville, il apparaît préférable que la SERM participe directement aux enchères afin de manifester en amont l'intérêt de la collectivité pour ce bien et de maîtriser son prix d'acquisition.

La SERM, comme l'impose la législation en la matière, sera représentée aux enchères par son avocat (Cabinet VPNG à Montpellier), avec une limite d'enchères qui pourrait être fixée au prix fixé par les Domaines.

Il convient donc d'autoriser la SERM à participer aux enchères en vue de l'acquisition de ces deux parcelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la SERM à participer à l'adjudication de la propriété TISSOT située 5 rue de la Cavallade, cadastrée section SK 365 et 366 ;
- de dire que la limite d'enchère est fixée au prix fixé par les Domaines;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

ADJUDICATION TISSOT – 5 rue de la CAVALADE



Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

DROIT DE PREEMPTION

Création par Montpellier Méditerranée Métropole de la zone d'aménagement différé (ZAD) de BIONNE

Avis de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole envisage de créer une zone d'aménagement différé (ZAD) sur le secteur de Bionne.

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT), approuvé le 17 février 2006, a classé en armature des espaces naturels et agricoles le secteur de Bionne sur la Commune de Montpellier. Celui-ci est constitué à l'Est par la ripisylve et les prairies humides bordant la Mosson qui constituent le champ d'expansion de crue de la Mosson et abritent une biodiversité importante classée en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). A l'Ouest, le site est bordé par le coteau qui surplombe la Mosson, sur lequel sont notamment implantés le Château de Bionne, folie Montpellicaine de la fin du XVII^{ème} Siècle qui témoigne de la richesse du patrimoine architectural Montpellicain, et quelques habitations éparses.

Enfin, le secteur de Bionne est traversé par la RD132 sur laquelle sera réalisé le projet de contournement ouest de Montpellier (COM). Ce projet d'infrastructure majeur, inscrit dans le plan de déplacements urbains (PDU) de Montpellier Méditerranée Métropole, permettra de relier l'A709 et l'A750, axes autoroutiers structurants au niveau européen. Ce projet porté par l'Etat, en partenariat avec les collectivités locales, dont la Métropole, a fait l'objet d'une concertation publique, un tracé préférentiel étant à l'étude.

Le secteur de Bionne connaît à ce jour une forte pression foncière qui se traduit par des occupations illicites de terrains sur lesquelles vivent des populations défavorisées, des constructions illicites, des dépôts de matériaux polluants à proximité de la ripisylve de la Mosson.

Au titre de sa compétence en matière d'actions et de valorisation du patrimoine naturel et paysager et dans le cadre de sa politique de développement et d'aménagement durable du territoire, Montpellier Méditerranée

Métropole souhaite préserver le secteur naturel de Bionne et veiller ainsi, par anticipation, à l'intégration future du COM dans ce site naturel.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en place une ZAD sur ce site. Le périmètre de cette ZAD, d'une superficie d'environ 58 hectares, est délimité au Nord par la N109, à l'ouest par la Mosson, au Sud par la limite communale de Montpellier et à l'Est par le coteau de Bionne.

Conformément à l'article L. 212-1 du code de l'urbanisme, la Ville doit donner son avis sur le projet de création de cette ZAD.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Montpellier que représente la création de cette ZAD qui permettra l'intégration du projet routier du COM dans ce site naturel à protéger, il est proposé au Conseil municipal de donner un avis favorable à la création de la ZAD métropolitaine de Bionne.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au projet de Montpellier Méditerranée Métropole de créer une zone d'aménagement différé sur le secteur de Bionne, délimité sur le plan ci-après annexé ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document ou acte concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

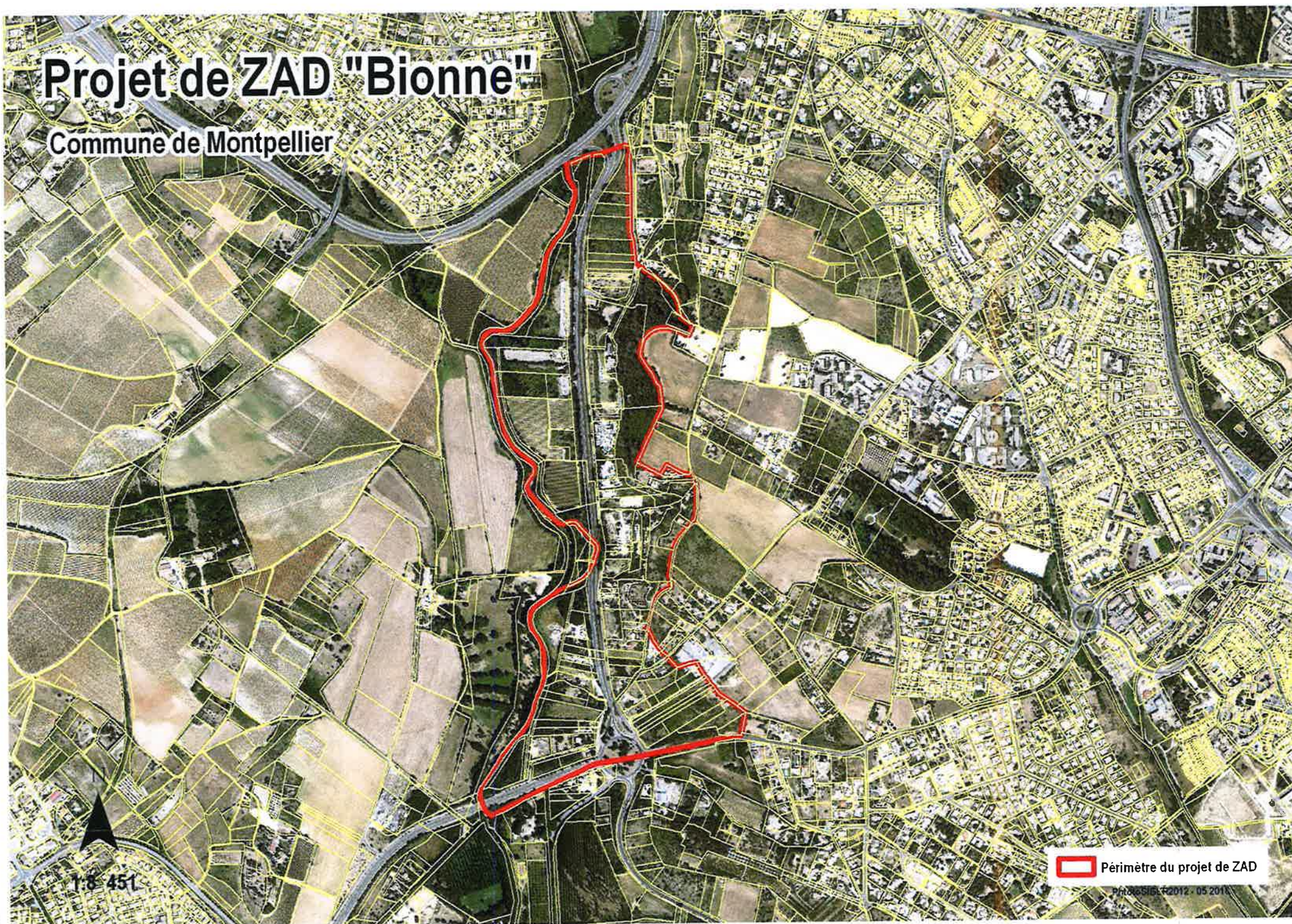


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Projet de ZAD "Bionne"

Commune de Montpellier



 Périmètre du projet de ZAD

PHOTO SIG - 2012 - 05 2011

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Création d'un périmètre de ravalement dans le quartier Celleneuve

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La préservation du patrimoine est un des objectifs de l'opération « Montpellier Grand Cœur » pour améliorer le cadre de vie du quartier Centre. Le ravalement de façade est une des actions y contribuant.

Après avoir mené cette action sur le quartier Centre, la Ville poursuit sur les secteurs présentant un bâti dense et continu.

La création d'un nouveau périmètre de ravalement obligatoire est proposée sur le secteur Celleneuve présentant de telles caractéristiques bâties, avec toutefois des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église.

Le règlement et le subventionnement associé à ce périmètre est identique à celui utilisé pour le ravalement dans le quartier centre (DCM du 29/09/2015) : durée de subvention de six ans, taux de subvention de 30% les trois premières années, puis de 20% les deux années suivantes et de 10% la dernière année (avec plafond à 40 € par m²).

Le périmètre proposé est composé par les rues suivantes :

au Nord :

- les n° 246, n° 248 et n° 250, avenue de Lodève,
- le retour sur la rue du Petit Séminaire et la façade arrière du n° 2, route de Lodève,
- du n°2 au n° 18, route de Lodève,
- Avenue des Moulins, depuis la route de Lodève, jusqu'au n° 6 (côté pair), jusqu'au n° 3100 (côté impair), et le front bâti de l'impasse sans nom accessible après le n°3,
- le front arrière bâti du n° 32 au n° 38 de la route de Lodève,
- du n°44 au n° 56, route de Lodève,
- du n°17 au n° 49bis, route de Lodève.

à l'Ouest :

- le n°2 rue Marcelin Albert,
- du n°2 au n° 16, rue Icard,
- du n°2 au n° 10, rue des Ecoles,
- le front arrière bâti donnant sur le square Carles du n°3 rue des Ecoles et des n°16, n°18 et n°20 rue du Bassin,
- le front arrière bâti donnant sur l'allée Germain Boffrand du n°24 et du n°26 rue du Bassin, ainsi que du bâtiment situé sur la parcelle 403,
- le n°24 et le n°26 rue du Bassin, le n°23 rue du Bassin,
- le front arrière bâti du n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°6 et n°7 rue de l'Eglise, du n°21 rue du Bassin et des bâtiments situés sur les parcelles 412 et 449,
- rue de la Fontaine : côté pair du n°8 au n°12, le fond de la parcelle 808 (n°14), côté impair le n°17 et le n°19,
- le n°18 rue André Lenôtre.

au Sud :

- le n°8 rue de Gignac et la bordure de l'Avenue de la Liberté (parcelle 702),
- le n°1 Allée des Grèzes (parcelle 702), le n°2 rue de Gignac, l'arrière du 16 rue Gilodes,
- depuis l'impasse de la Belle, le front arrière bâti du n°2, n°4, n°6 et n°8 rue Jules Guesde,
- du n°10 au n° 20, ainsi que du 09 au 23 rue Jules Guesde.

à l'Est :

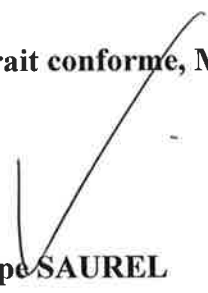
- du n°1 au n° 11 impasse du Château,
- du n°9 au n° 13 impasse de la Badiane,
- du n°2 au n° 46 allée Antonin Chauliac,
- le n°1 route de Lodève (parcelles n° 178, 660, 661 et 658).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

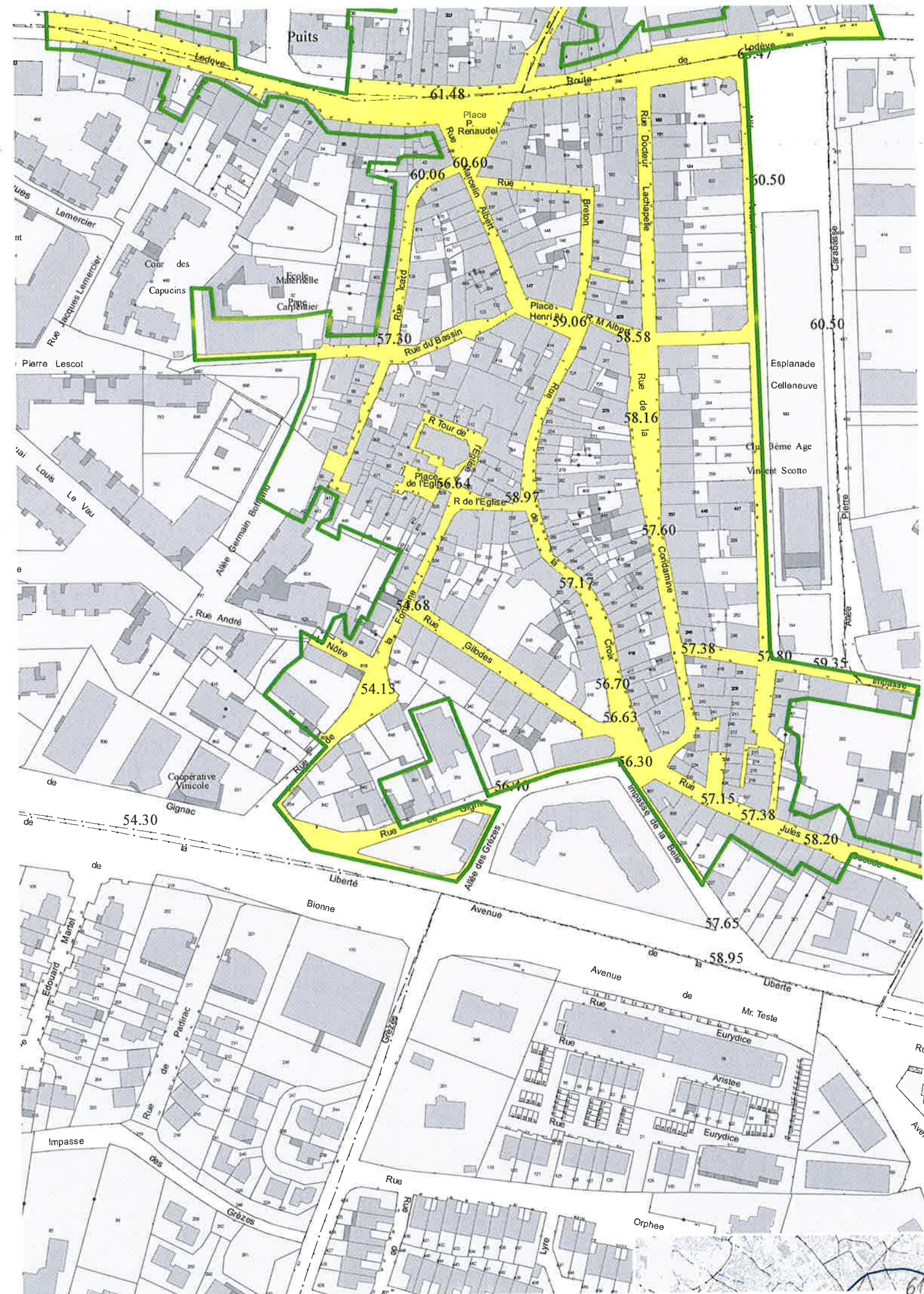
- d'émettre un avis favorable sur la création du nouveau périmètre soumis à ravalement obligatoire,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



VILLE DE MONTPELLIER

RAVALEMENT OBLIGATOIRE

DES FACADES



REGLEMENT

Article 1 : Généralités

Conformément au code de la construction et de l'habitation (chapitre II – Articles L 132-1 à 5, L 152-1 et R 132-1) et à l'arrêté préfectoral portant inscription de la Ville de Montpellier sur la liste des communes autorisées à prescrire le ravalement des façades dans le département de l'Hérault, les propriétaires et copropriétaires doivent procéder au ravalement des façades des immeubles compris dans le périmètre soumis à ravalement obligatoire par délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : Procédure administrative

Le délai initial pour remplir cette obligation est indiqué dans la délibération du Conseil municipal l'instaurant sur chaque secteur concerné. Il peut être assorti d'une subvention, si une délibération du Conseil municipal en précise la période et la durée.

A défaut d'exécution des travaux de ravalement dans ce délai, des poursuites seront engagées envers le ou les propriétaires des immeubles concernés pour obtenir l'exécution des travaux prescrits :

- a) Injonction (délai supplémentaire de 6 mois à 1 an)
- b) Sommation avec arrêté de prescriptions (délai supplémentaire de 3 mois à 1 an)
- c) Travaux à frais avancés (référé auprès du président du Tribunal de grande instance et exécution des travaux par la Ville aux frais des propriétaires, recouverts par voie d'impôt direct)

Les travaux peuvent être phasés si toutefois un programme global correspondant à l'ensemble des préconisations requises est présenté, et si le délai global, initial et/ou complémentaire, le cas échéant, est respecté.

Article 3 : Report d'échéances

Un délai supplémentaire pour exécuter les travaux peut être autorisé, s'il est justifié par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain.

Si l'autorisation d'occupation du domaine public (échafaudage, emprise de chantier) délivrée impose un décalage dans le temps, les échéances de ravalement suscitées seront reportées d'autant (hors délai d'instruction de la demande d'occupation du domaine public d'un mois maximum).

Ces échéances sont de trois types :

- les échéances de début et de fin de travaux données dans les DCM d'instauration du ravalement obligatoire, pour chacun des secteurs, conditionnant le taux de subventionnement (30, 20 et 10%),
- l'échéance de 10 ans pour le déblocage des subventions liées à des paiements partiels en cas de phasage des travaux (DCM du 22 juin 2009),

les échéances pour les injonctions et les sommations.

Article 4 : Prescriptions de travaux

Les travaux de ravalement des façades des immeubles devront respecter le cahier de prescriptions annexé au présent règlement assorti du diagnostic de l'immeuble, le cas échéant.

Toutefois, lors de l'instruction des dossiers, il s'avère difficile, dans certains cas, d'arrêter les préconisations sans diagnostics complémentaires nécessitant des interventions sur la façade (nettoyage, décroûtage d'enduits...). Ces préconisations seront alors précisées en cours de chantier, en indiquant néanmoins dans l'avis sur dossier, le moment où cette précision sera donnée et les alternatives techniques envisagées.

L'obligation de ravalement, selon la typologie des immeubles, concerne les façades, éléments de façades (balcons, consoles, corniches, bandeaux, entablements, décors divers...), retours sur rues adjacentes, pignons, visibles depuis le domaine public. Le ravalement des façades est délimité depuis le sol (voie publique ou privée), terrain privé, ainsi que depuis la base d'une cour anglaise si celle-ci est visible depuis le rez-de-chaussée, jusqu'à la gouttière et l'avant toit, l'entablement ou l'acrotère formant la partie haute de cette délimitation. Cela comprend aussi, par exception à cette règle, les éléments architecturaux situés au-dessus de cette limite mais participant à l'ordonnancement de la façade. Les éléments en limite du domaine public (mur de clôture, poteaux et portails...) sont concernés aussi par le ravalement.

La garantie décennale de tous les travaux est obligatoire. En effet, le code de la construction et de l'habitation impose que les bâtiments soient maintenus dans un bon état de propreté tous les dix ans. L'utilisation de matériaux et techniques ayant une durée de vie inférieure n'est pas compatible avec la

périodicité de dix ans inscrite dans le code de la construction et de l'habitation en matière de ravalement obligatoire.

Les interventions de ravalement doivent porter sur tous les éléments qui compose la façade :

- 1) La remise en état et la mise en valeur des façades :
 - a) Des façades en pierre de taille et toutes modénatures associées (bandeaux, corniches, entablements, pilastres, chapiteaux, consoles, balcons, encadrements, frises, modillons,...),
 - b) Des façades enduites ou peintes.
 - c) De tous les dispositifs de fermetures (portes, menuiseries, châssis, volets, persiennes, rideaux métalliques, grilles, etc.). Les dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée sont destinés à être traités par la Ville avec un produit anti-tags.
 - d) Des ouvrages divers de protections et de défense (barre d'appui, garde-corps, barreaudages, auvents, marquises, etc.).
 - e) Des devantures (magasins, locaux commerciaux ou administratifs).
 - f) Des accessoires extérieurs.
- 2) Le nettoyage :
 - a) des plaques indiquant le numéro de l'immeuble et s'il y a lieu le nom de la voie, afin de n'y laisser aucune trace de peinture, ni de souillure.
 - b) des plaques commémoratives apposées sur les façades.
- 3) La mise en conformité des enseignes avec la réglementation spéciale de la publicité des enseignes et pré-enseignes de la Ville de Montpellier. Les ouvrages ou parties d'ouvrages publicitaires non conformes devront être déposés lors des travaux et ne pourront être réinstallés qu'après autorisation.
- 4) L'intégration des éléments techniques (climatiseurs, faisceaux de câbles hors réseau EDF, France Télécom, câblo-opérateurs, etc.).

NB : Même si le règlement intérieur de la copropriété spécifie que les menuiseries extérieures appartiennent à chaque propriétaire (de même que la devanture commerciale), ces éléments sont considérés comme des parties communes et sont comprises dans l'obligation de ravalement. Elles nécessitent une décision de la copropriété et peuvent à ce titre, le cas échéant, être éligibles à une subvention (se renseigner à la mission Grand Cœur avant le démarrage des travaux).

Article 5 : Déclaration préalable - Autorisation d'enseigne - Autorisation d'occupation du domaine public

Avant tous travaux, une déclaration préalable devra être déposée en mairie de Montpellier auprès de la direction de l'urbanisme opérationnel (1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2). Elle devra expliciter le programme global de travaux avec un descriptif précis (ou un devis), correspondant aux préconisations de ravalement sur l'immeuble. Les travaux peuvent être réalisés d'un seul tenant ou par phases. Si les travaux sont réalisés par phases, ils pourront faire l'objet de plusieurs déclarations préalables. Les teintes des façades seront conformes au règlement en vigueur et au nuancier de l'étude de couleur.

La modification, le remplacement ou la création d'enseigne sont régis par le règlement spécial de publicité de la Ville de Montpellier et font l'objet d'une demande spécifique auprès de la direction de l'espace public de la Mairie de Montpellier. A l'issue de la déclaration préalable ou déclaration d'enseigne, le propriétaire ou la copropriété devra déposer une demande d'autorisation d'occupation du domaine public, en cas d'échafaudage en emprise sur le domaine public.

Article 6 : Aide financière (selon le secteur concerné)

- Subventionnement

La subvention municipale concernant le ravalement des façades est attribuée pour les immeubles compris dans le périmètre défini et seulement pour leurs façades ou parties d'ouvrage donnant sur les voies ouvertes à la circulation publique ou vues de ces voies. Celle-ci ne sera accordée que pour les travaux réalisés en conformité avec les préconisations remises et toutes précisions qui pourraient être données lors de l'instruction du dossier, notamment par l'architecte des Bâtiments de France.

S'il existe plusieurs immeubles sur une parcelle ou un ensemble de parcelles, les travaux sur chaque immeuble sont subventionnés indépendamment.

La subvention pour le ravalement des façades des immeubles n'est pas attribuable pour :

- a. Les Immeubles étant ravalés depuis moins de huit ans.
- b. Les façades donnant sur les espaces privatifs, non vues depuis un espace ouvert à la circulation publique.
- c. Les Immeubles faisant l'objet d'une procédure administrative de démolition (arrêté d'insalubrité ou de péril).
- d. Les régularisations de travaux ayant fait l'objet d'un procès verbal d'infraction.
- e. Les Immeubles appartenant aux institutions publiques.

La demande de subvention sera déposée auprès de Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur) avant le démarrage des travaux et le dossier comprendra les pièces suivantes :

- Lettre d'engagement du propriétaire ou de la copropriété,
- Copie de la déclaration préalable ou du permis de construire comprenant les devis détaillés

Un panneau de chantier à l'entête de la Ville de Montpellier sera remis à l'entreprise ou au propriétaire par la mission Grand Cœur, sur présentation de l'avis d'attribution de subvention, il devra être visible pendant toute la durée du chantier.

- Mode de calcul de la subvention

Le taux de subventionnement plafonné à 40 € par m², est de 30 % du montant TTC des travaux éligibles (voir article 7) les trois premières années, 20 % les deux suivantes, 10 % la dernière, 0% au delà.

Le montant de la subvention est calculé en fonction du taux en vigueur à la date d'exécution des travaux constatée (date des factures, visite et contrôle de la Ville).

La subvention est plafonnée à 25000 euros par immeuble.

En fin de période de subventionnement, un délai de six mois supplémentaire, en fin de période de subventionnement, est donné pour terminer les travaux, à condition que l'avis d'attribution de subvention (délivré quand l'autorisation de travaux est accordée) soit obtenu avant la date limite de la période de subventionnement fixée par délibérations du Conseil municipal, secteur par secteur.

- Travaux éligibles

Tous les travaux listé à l'article 4, avec l'obligation de garantie décennale prescrite, exécutés en conformité avec les autorisations (permis de construire, déclaration préalable) accordées.

Les honoraires des maitres d'œuvre :

- a) les études concernant l'analyse préalable du bâti : historique et origines des pathologies.
- b) les études permettant de réaliser un descriptif de travaux conforme : aux préconisations générales de travaux sur chaque immeuble ou aux fiches de prescriptions particulières sur certains ; aux règlements d'urbanisme existants (secteur sauvegardé, ZPPAUP, PLU) ; aux avis donnés lors de l'instruction de la demande d'autorisation de travaux.
- c) les études concernant la production de documents graphiques (plans, coupes, élévations, détails), notamment pour les menuiseries à remplacer.
- d) Le suivi de chantier jusqu'au parfait achèvement.

Quelques soient les éléments traités, seuls les travaux qui améliorent l'aspect et l'esthétique de la façade, dans le respect de la typologie de l'immeuble, sont éligibles.

- Mode de paiement de la subvention

Si le projet global est réalisé en une seule phase, la subvention est versée en totalité à la fin des travaux. S'ils sont réalisés en plusieurs phases, le propriétaire ou la copropriété peut demander des versements partiels pour chaque ensemble de travaux cohérents, correspondant à la moitié du montant de la subvention pour les travaux concernés. L'autre moitié sera versée à la fin de l'opération, si l'ensemble du programme global est mis en œuvre dans un délai de dix ans à compter du début de la campagne de ravalement obligatoire sur le secteur concerné.

La conformité des travaux réalisés avec les prescriptions citées à l'article 4, est vérifiée par la Ville de Montpellier, elle conditionne le versement de la subvention.

Afin d'assurer un meilleur suivi de la qualité des travaux, le propriétaire ou l'entreprise préviendront la mission Grand Cœur (par téléphone au 04 34 88 79 40 ou par mail à mission.grandcoeur@ville-montpellier.fr, ou par courrier à l'attention de la « mission Grand Cœur » - Mairie de Montpellier - 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER Cedex 2), au minimum 10 jours ouvrables avant le démontage de l'échafaudage et ce avant transmission du solde des factures.

La subvention est également conditionnée par la signature avec la Ville du protocole de traitement anti-tags des dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée, selon les modalités précisées par la DCM du 31 mars 2004 (lutte contre les graffitis).

L'aide financière est versée au propriétaire ou à la copropriété bénéficiaire par la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur) sur présentation :

- des factures détaillées originales dûment acquittées
- d'un relevé d'identité bancaire (RIB),
- de l'annexe 2 ou de l'annexe 3 du protocole anti-tags dûment complété et signé,
- de la copie de l'arrêté d'autorisation de travaux,
- des fiches techniques des produits utilisés mentionnant la garantie décennale.

CAHIER DE PRESCRIPTIONS GENERALES

ANNEXE AU RÈGLEMENT DE RAVALEMENT

1. INTRODUCTION

1.1. Cadre réglementaire, champ d'application

Le Cahier de prescriptions générales est une annexe au règlement de la campagne de ravalement obligatoire de la zone. En outre, le projet doit respecter le PLU, y compris les servitudes du règlement de la ZPPAUP lorsque l'immeuble se situe dans son périmètre.

1.2. Objectifs

Le règlement du ravalement et le cahier de prescriptions générales annexé ont pour objectif de fournir aux pétitionnaires et aux entreprises l'essentiel des éléments techniques et méthodologiques nécessaires à la constitution du projet de ravalement. Certains aspects, tels que les pathologies structurelles ou les interventions sur la composition des façades, restent propres à chaque bâtiment, et nécessitent une étude spécifique située hors du champ d'application du cahier de prescriptions générales.

Les fiches de ravalement, fournies par la Mission Grand Cœur, listent les ouvrages qui devront être réalisés. A chacune des cases cochées sur la fiche correspond un chapitre du présent cahier, qui explicite la nature de l'intervention, la méthodologie et les éventuelles démarches connexes : essais, avis, consultation de nuanciers...

1.3. Typologie des façades

La zone de ravalement obligatoire offre une palette de typologie de construction très large, allant de la maison individuelle à l'immeuble collectif.

La majorité des constructions date de la fin du 19^{ème} siècle, époque du développement des faubourgs de Montpellier et jusqu'à la seconde guerre mondiale. Il s'agit de bâti ancien caractérisé par l'utilisation de techniques et matériaux traditionnels : pierre, moellon, mortier de chaux, brique, bois.

Ces façades peuvent être classées en trois grandes catégories, qui peuvent être présentes sur un même édifice :

- la façade en pierre de taille,
- la façade enduite sur toute sa surface avec ou sans décor,
- la façade avec partie courante enduite, avec ou sans décor, et éléments de modénature (encadrement de baie, bandeau, corniche...) en pierre de taille.

D'autres matériaux sont visibles en parement, tels que le moellon, la brique mais de façon très marginale.

De façon ponctuelle, des immeubles de construction plus récente sont venus compléter les alignements et présentent des matériaux de facture plus contemporaine : béton, verre, bois, ... Les préconisations spécifiques pour ces bâtiments seront portées sur la fiche de ravalement, elles pourront faire référence à des parties de ce cahier de préconisations générales.

1.4. Conditions et limites

La campagne de ravalement obligatoire concerne l'ensemble des façades visibles depuis le domaine public, y compris les pignons, les façades d'édicules en toiture et leurs retours, les combles, brisis et les murs de clôture.

Le ravalement se limite à la façade, à la peau de l'édifice et aux éléments qui la composent tels que les menuiseries, les ferronneries ou les réseaux d'eaux pluviales.

Cependant, indépendamment du ravalement lui-même, le traitement d'éventuelles pathologies graves et évolutives nécessitant des interventions sur la structure du bâtiment (du type pose de tirant, reprise de fondation, etc.) devra impérativement être réalisé au préalable par le ou les propriétaires à l'aide d'un bureau d'études spécialisé (ces travaux même nécessaires ne peuvent être inclus dans les travaux de ravalement subventionnés).

2. PRESCRIPTIONS DE TRAVAUX

2.1. COMPOSITION

Description

La perturbation de la composition d'une façade peut avoir pour origine :

- l'ajout, le bouchement ou la modification d'ouvertures,
- le non respect des proportions traditionnelles des baies,
- la suppression ou la modification d'éléments de modénature.

Prescriptions

En cas de modification des façades, les principes de composition devront être maintenus ou restitués, les alignements de baies seront conservés.

Les ouvertures modifiées seront restituées dans leurs dispositions d'origine et les baies obturées seront réouvertes.

2.2. PAREMENT ET DECOR

2.2.1. Pierre de taille

Description

Les parements peuvent se présenter sous deux formes :

Soit tous les parements sont en pierre de taille.

Soit l'utilisation de ce matériau est réservée à la modénature et au décor sur fond enduit : traitement du soubassement, des encadrements de baie, des bandeaux d'étage, des sculptures, de l'entablement sommital ou de la corniche.

L'état de conservation présente alors un ou plusieurs des défauts suivants :

- salissures, tâches, lichens, tags ;
- joints ouverts ou dégradés, érosion de surface ;
- fissuration, desquamation, éclats, lacunes.

Prescriptions

1. Nettoyage des parements

Le procédé de nettoyage sera adapté selon le type de salissure rencontré et fera l'objet d'essai pour validation préalable par la M.G.C. :

- par hydro-gommage (< 3 bars pour la pression d'eau), fournir la notice de l'appareil pour validation du procédé (préciser l'utilisation d'une micro-fine < 3 microns) ;
- par lavage par ruissellement et/ou projection d'eau froide sous pression modérée et brossage doux.

Exclure les lavages haute-pression, sablage, brûlage et décapage chimique ou tout procédé risquant de dégrader la pierre.

2. Purge des éléments altérés

Il est d'abord nécessaire de débarrasser les parements des éléments altérés ou désaffectés.

- purge de la pierre altérée, des anciens mortiers de ragréage et de raccord,
- suppression des éléments parasites organiques, en métal ou en bois.

3. Rejointoiement à la chaux

Les joints de maçonnerie doivent être regarnis :

- dégarnissage des joints dégradés ou au ciment, en conservation des joints en bon état, nettoyage à la brosse,
- rejointoiement au mortier de chaux XHN selon constitution d'origine à l'identique des parements existants, avec humidification préalable.

4. Remaillage, reprise de fissure

- ouverture de la fissure,
- agrafage par agrafes inox ou laiton croisées et positionnées dans les joints,
- injection au coulis de mortier de chaux XHN par gravité jusqu'à remplissage de la maçonnerie,

- remaillage par éléments de pierre, identique à celles en œuvre, au cœur des maçonneries si nécessaire.

5. Restauration de la pierre

Les éléments en pierre doivent être remplacés ou réparés.

- changement des éléments de pierre fortement dégradés, en tiroir ou bouchon ponctuel de pierre identique à celle en œuvre sur le bâtiment ;
- ragréage ponctuel de pierres au mortier de chaux naturelle et résine avec armature métallique inox quand épaisseur > 2 cm, le cas échéant un parement en pierre sera réalisé par incrustation ;
- restauration des éléments décoratifs (corbeaux, clefs et panneaux sculptés et moulurés, bas-reliefs...) :
 - relevé préalable de détail pour reconstitution,
 - piquage des anciens ragréages et joints dégradés,
 - restauration des zones dégradées par minéralisation et/ou par ragréage des cavités et érosions au mortier de couleur et granulométrie identique à la pierre, compris armature inox,
 - rejointoiement à la chaux,
 - en cas de forte dégradation, dépose de l'élément et remplacement à l'identique,
 - application d'une eau forte ou patine d'harmonisation transparente le cas échéant.

6. Consolidation et étanchéité des balcons, protection des parements horizontaux : entablement, corniche, appui de baie

Les éléments en saillie doivent être protégés :

- les ouvrages horizontaux saillants de type : entablement, corniche, bandeau, fronton, devront être protégés par une couvertine en zinc, cuivre ou plomb ;
- les balcons seront retaillés et ragrés afin d'éviter la stagnation des eaux de pluie. Le rejointoiement sera particulièrement soigné. Lorsque la pierre s'avère trop dégradée ou trop poreuse, une protection en plomb, zinc ou cuivre sera réalisée sur forme de pose en plâtre avec Kraft d'interposition. Les scellements de garde-corps seront révisés pour éviter le foisonnement des fers consécutifs à l'infiltration d'eau ; une protection par résine coulée pourra toutefois être acceptée sur les ouvrages les plus simples ;
- les appuis de baie seront retaillés si nécessaire afin d'éviter la stagnation des eaux de pluie.

7. Patine

La surface des parements doit être, le cas échéant, protégée et harmonisée :

- application d'une patine à la chaux naturelle, faiblement dosée (1 volume de chaux pour 20 volumes d'eau), laissant transparaître la pierre. A l'exclusion de tout produit industrialisé couvrant la façade (peinture, résine, badigeon épais...) ;
- une patine d'harmonisation pourra être réalisée en fin de chantier, en cas de nécessité, afin d'harmoniser les pierres anciennes avec les reprises. En aucun cas cette patine ne pourra être utilisée pour compenser une défaillance du nettoyage.

8. Seuil à remplacer

Souvent dégradés, les seuils des portes du rez-de-chaussée doivent être refaits :

- Les seuils de portes visibles depuis la voie publique doivent être constitués d'un matériau s'intégrant à la façade. Le plus souvent ils seront en pierre calcaire. Exceptionnellement, ils pourront être réalisés en mortier pour réparation de pierre dégradée ou lorsque la façade est entièrement dépourvue de pierre de taille. Le carrelage, le marbre et tout autre revêtement synthétique sont proscrits.

2.2.2. Enduit à la chaux

Description

Les parements enduits se présentent sous deux formes.

Soit sur partie courante seulement, la modénature étant le plus souvent en pierre de taille.

Soit sur l'ensemble de la façade avec ou sans décor.

Différentes sortes de finition ont pu être utilisées : taloché, lissé, fouetté, tyrolienne,...

Les décors, souvent présents même si parfois effacés, sont peints au badigeon coloré et soulignent les éléments d'architecture : bandeaux périphériques et d'encadrement de baie, filets, frises, chaînes d'angle, faux joints, etc.

L'état de conservation présente alors un ou plusieurs des défauts suivants :

- salissures, tâches, lichens, tags,
- érosion de surface, faïençage,
- fissuration, boursouffure, décollement, lacunes.

Prescriptions

1. Piochement des enduits

- Opérations préalables lorsque l'enduit présente un décor à restituer : relevés graphique et photographique. Eventuellement, des échantillons seront prélevés pour analyse et pour servir de modèle lors de la réalisation de l'enduit neuf,
- Piochement des enduits altérés avec toutes précautions pour ne pas dégrader les maçonneries et pierres de taille.

2. Enduit neuf au mortier de chaux naturelle en 3 couches

- Préparation du support : refichage, rejointoiement, consolidation par injection selon l'état des maçonneries dégradées, reprise de fissure
- Enduit à la chaux en 3 passes : gobetis, corps d'enduit et finition. La composition de l'enduit et la nature des sables devront être les plus proches possibles de celles de l'enduit d'origine. L'aspect et la technique employée pour la finition devront également être similaires à ceux d'origine (taloché, gratté, tyrolienne...), y compris les éventuels décors engravés ou en ronde-bosse. En l'absence de vestiges d'enduit d'origine (supprimé ou remplacé) le choix du type d'enduit sera réalisé en référence à des modèles voisins.

Des outils sont mis à disposition par la M.G.C. afin d'assister les entreprises et les particuliers dans le choix et la réalisation des enduits : étude couleur, nuancier, échantillons d'enduit.

L'utilisation d'enduit bâtard (chaux/ciment, chaux/plâtre) sera exclusivement réservée aux bâtiments initialement construits avec ce matériau.

3. Application d'un badigeon de protection à la chaux naturelle

- Réalisation d'un badigeon de chaux passé à la brosse en 2 couches croisées sur support humidifié.

4. Conservation de l'enduit existant

L'enduit existant pourra ou devra être conservé si :

- son état de conservation et sa composition le permettent :
 - Nettoyage par brossage léger ou projection d'eau froide sous pression modérée,
 - Application d'une couche d'enduit de finition à la chaux et/ou d'un badigeon à la chaux naturelle selon son aspect (aucune surépaisseur par rapport à la modénature ne peut être autorisée).
- la qualité exceptionnelle de sa mise en œuvre (décor complexe) le justifie :
 - Consolidation des parties dégradées par injection, reminéralisation ;
 - Nettoyage par brossage léger ou projection d'eau froide sous pression modérée ;
 - Comblement des éventuelles lacunes par un enduit identique à celui en œuvre.

5. Décor au badigeon coloré à créer ou restituer

Le décor sera :

- restitué sur la base des relevés avant réfection de l'enduit ou d'une iconographie plus ancienne : technique et teinte à l'identique ;
- créé suivant des modèles existants sur des édifices de style similaire.

Les badigeons seront réalisés à la chaux et avec des pigments naturels.

2.2.3. Autres parements : façades des bâtiments récents

Description

D'autres types de parements peuvent se présenter, essentiellement sur le bâti contemporain (après la seconde guerre mondiale), proposant des matériaux et des techniques très variés.

Majoritairement, les murs de façade sont :

- en béton banché, couvert d'une peinture, d'un crépi ou laissé brut.
- en agglomérés de ciment ou en briques creuses, couvert d'un enduit, crépi (organique ou minéral) teinté dans la masse ou peint.

Bien d'autres types de parements peuvent être rencontrés comme le verre, les bardages métal ou bois, la pierre agrafée, la faïence...

Le présent cahier ne traite que des cas les plus courants.

L'état de conservation présente alors un ou plusieurs des défauts suivants :

- salissures, tâches, lichens, tags ;
- corrosion des fers, érosion ;
- fissuration, décollement, éclats, lacunes.

Prescriptions

1. Nettoyage ou décapage des parements

Le procédé de nettoyage sera adapté au matériau et au type de salissure rencontré :

- nettoyage par :
 - Gommage,
 - lavage par projection d'eau sous pression adaptée.

Le procédé de décapage sera adapté au matériau rencontré :

- décapage de peinture ou crépi par :
 - brûlage, décapage chimique,
 - sablage, gommage,
 - projection d'eau sous pression.

2. Reprise sur parement dégradé

Il est d'abord nécessaire de débarrasser les parements des éléments altérés ou désaffectés, selon les dégradations rencontrées les interventions suivantes seront réalisées :

- purge des parties altérées, des anciens mortiers de ragréage et de raccord,
- traitement anti-corrosion des fers à bétons corrodés,
- ragréage au mortier compatible,
- rebouchage des fissures.

3. Application d'un revêtement de finition

Suite au décapage de la façade ou sur enduit ciment neuf :

- Préparation du support et application éventuelle d'un primaire adapté,
- Application d'une peinture organique, silicate ou minérale adaptée au support,

Les matériaux et les teintes seront conformes au règlement du PLU de la zone concernée.

2.3. ELEMENTS DESAFFECTES OU PARASITES

Description

Ensemble des éléments n'ayant pas lieu d'être sur une façade (liste non exhaustive) :

- canalisation d'eaux usées et eaux vannes,
- parabole, antenne TV, climatiseurs, étendoir fixe, ...

Prescriptions

Ces éléments devront être supprimés ou déplacés afin de ne pas être visibles. Un cahier de préconisations définissant les règles à respecter pour l'implantation des climatiseurs est mis à disposition par la M.G.C.

Les réseaux EU et EV ne peuvent rester apparents, ils devront être intégrés, soit à l'intérieur du bâtiment soit en saignée ou toute autre solution permettant de les dégager de la façade. Ils ne devront en aucun cas être raccordés sur une descente d'eaux pluviales.

2.4. EAUX PLUVIALES ET TOITURE

Description

Les égouts de toiture sont de trois types :

- avant-toit débordant en bois (chevron et volige),
- génoise en terre cuite (tuile et parefeuille),
- corniche et entablement en pierre de taille.

Le réseau de collecte des eaux de pluie comprend :

- les gouttières pendantes, chéneaux, et descentes majoritairement en zinc, parfois en plomb, fonte ou terre cuite ;
- les dauphins en fonte en pied de chute se substituant au zinc peu résistant aux chocs.

Les parties ou éléments de toiture visibles depuis le domaine public sont :

- les brisis de toiture en ardoise et leur zinguerie,
- les lucarnes,
- les souches de cheminées, les épis de faîtage...

Prescriptions

- Avant-toit débordant en bois :

- révision, remplacement des bois dégradés : chevrons, volige ;
- restitution d'éventuelle lacune et reconstitution d'avant-toit débordant pouvant comporter des éléments de décor ;
- mise en peinture ou lasure après décapage des pièces conservées.

Informer M.G.C. pour validation préalable de la teinte

- Corniche ou entablement en pierre :

- révision, remplacement ou création d'un habillage en zinc, en cuivre ou en plomb,
- nettoyage et préparation du support,
- pose d'un feutre ou kraft d'interposition,
- la pose permettant la libre dilatation du métal y compris toutes sujétions de recouvrement, fixation, agrafage, ourlets et solins,
- protection des remontées par engravure avec rejointoiement au mortier de chaux.

- Génoise :

- nettoyage à l'eau et à la brosse,
- rejointoiement au mortier de chaux après dégarnissage de joints dégradés et humidification,
- restitution d'éventuelle lacune avec matériaux identiques.

- Gouttière pendante :

- révision de gouttière pendante : nettoyage, vérification des fixations et de la pente,
- remplacement ou création de gouttière pendante en zinc ou en cuivre

Les gouttières ne doivent pas être peintes.

Les gouttières en PVC sont proscrites.

- Chéneau :

Les chéneaux, encaissés ou non, sont souvent invisibles de la voie publique, car trop en retrait ou masqués par une balustrade en pierre. Toutefois, un défaut d'étanchéité peut dégrader la façade au même titre qu'une gouttière. Dans ce cas, la réfection pourra être intégrée au ravalement.

- révision de chéneau en zinc, plomb ou cuivre non peint : nettoyage, vérification des solins,
- remplacement ou création de chéneau en zinc, plomb ou cuivre,
- nettoyage et préparation du support,
- pose d'un feutre ou kraft d'interposition,
- protection des remontées par engravure avec rejointoiement eau mortier de chaux.

- Tuyau de descente d'eaux pluviales:

- révision de descente : nettoyage, vérification des fixations,
- remplacement ou création de descente en zinc ou cuivre.

Les tuyaux ne doivent pas être peints.

Des descentes en terre cuite souvent vernissée, ou en fonte souvent cannelées (à usage exclusif des eaux de pluie) peuvent être rencontrées : elles seront conservées et restaurées.

Les tuyaux de descente en PVC sont proscrits.

- Dauphin en pied de descente :

- révision de dauphin en fonte : nettoyage, vérification des fixations et mise en peinture,
- remplacement, complément ou création de dauphin en fonte sur une hauteur de 2 m et mise en peinture (teinte à valider dans la déclaration préalable).

Bâtiments récents : le matériau et la teinte des organes de collecte et d'évacuation des eaux de pluies seront conformes au règlement du PLU de la zone concernée.

2.5. MENUISERIES EXTERIEURES

Description

Ces menuiseries sont constituées le plus souvent d'un ou plusieurs des éléments suivants :

- porte d'entrée,
- porte de garage ou de remise,
- fenêtres, portes-fenêtres et châssis fixes,
- volets et contrevents,
- lambrequins et stores en bois (ou fer ou zinc),
- stores à lamelles en bois.

Prescriptions

L'ensemble des menuiseries extérieures (portes, portes fenêtres, fenêtres et volets) devra être conforme à la typologie de l'immeuble.

Les menuiseries non conformes en raison de la nature du matériau ou de leur aspect seront remplacées, le cas échéant, par des menuiseries neuves suivant le modèle ancien présent sur l'édifice ou un modèle similaire avoisinant conformément au règlement du PLU de la zone concernée.

Les menuiseries d'origine en bon état de conservation seront préférentiellement conservées et restaurées. Dans le cas contraire, elles seront refaites suivant le modèle existant.

Les menuiseries conservées dont la couleur n'est pas satisfaisante devront être repeintes dans une teinte choisie dans le nuancier de la M.G.C.

Restauration de menuiseries existantes conservées :

- remplacement des parties dégradées par enfustage ou empiècement, remise en jeu.

Remise en peinture de menuiseries anciennes conservées :

- prévoir décapage préalable des vieilles couches de peintures,
- application de deux couches de peinture glycérophthalique sur menuiseries anciennes.

Remplacement de menuiseries dégradées ou non conformes, création :

- suivant modèle ancien présent sur l'édifice ou sur un modèle similaire avoisinant ; seront respectés la composition générale de la menuiserie avec ou sans imposte, l'implantation, la partition, les proportions et l'alignement du vitrage,
- la menuiserie sera placée en retrait du nu extérieur de la façade,
- les éventuels coffres de volets roulants des commerces doivent être intégrés à la maçonnerie ou à la menuiserie, ceux placés aux étages seront conservés, intégrés ou supprimés selon le règlement du PLU de la zone concernée.

Dessins en plan, coupe et élévation, échelle 1/20^e, à fournir à la demande d'autorisation de travaux.

Mise en peinture de menuiseries neuves

- application d'une couche de préparation et de deux couches de peinture glycérophthalique sur menuiseries neuves

Lambrequins et store à lamelle à restaurer ou restituer :

- travaux à réaliser en suivant les dispositions du modèle ancien présent sur l'édifice ou d'un modèle similaire avoisinant, et mise en peinture

Choix de la teinte des peintures dans nuancier de la M.G.C. pour validation.

Bâtiments récents : le matériau, le dessin et la teinte des menuiseries seront conformes au règlement du PLU de la zone concernée.

2.6. FERRONNERIES

Description

Ces ferronneries (fer forgé, fonte, aciers) sont constituées le plus souvent d'un ou plusieurs des éléments suivants :

- garde-corps et barres d'appui,
- grilles et barreaudages,
- ancrés de tirant.

Prescriptions

Restauration de ferronnerie altérée à conserver :

- remplacement des éléments altérés ou manquants et vérification des scellements.

Remplacement de ferronnerie altérée ou inadaptée, création :

- réalisation suivant modèle ancien présent sur l'édifice ou sur un modèle similaire avoisinant et scellements dans les maçonneries.

Dessin en plan, coupe et élévation échelle 1/20 à fournir à la demande d'autorisation de travaux.

Traitement anticorrosion et mise en peinture des ferronneries :

- application d'une couche anti-corrosion et de deux couches de peinture glycérophtalique sur ferronneries neuves et sur ferronneries anciennes compris décapage préalable des vieilles couches de peinture.

Les grilles seront sans cadre, placées en tableau et en retrait du nu de la façade, dans les encadrements ou le cas échéant placées en applique avec une saillie peu importante. Les barreaux seront droits et ronds avec des traverses en fer plat.

Choix de la teinte des peintures dans nuancier de la M.G.C. pour validation.

Bâtiments récents : le matériau, le dessin et la teinte des ferronneries seront conformes au règlement du PLU de la zone concernée.

2.7. RESEAUX FILAIRES

Description

Ces réseaux comprennent le plus souvent :

- des câbles électriques du réseau public d'ERDF,
- des câbles de téléphone,
- des câbles d'antenne de télévision,
- des câbles d'éclairage public.

Prescriptions**Réseau filaire appartenant au(x) propriétaire(s) de l'immeuble :**

- les réseaux d'alimentation d'appareil électrique et de câble d'antenne de télévision devront être supprimés et intégrés à l'intérieur du bâtiment.

Réseau filaire appartenant à des concessionnaires ou aux services publics :

- les réseaux seront supprimés lorsqu'ils sont désaffectés, avec l'accord du concessionnaire,
- s'ils ne peuvent être déposés, ils seront rationalisés, regroupés et mis en discrétion par un repositionnement adapté au cas par cas respectant l'architecture (sous gainoise, sur bandeau, sous balcon) et une mise en peinture de la teinte du support.

Le ou les propriétaires ou le syndic est tenu de faire les démarches auprès des concessionnaires pour obtenir leur accord et/ou leur intervention.

2.8. DEVANTURES COMMERCIALES

Description

L'ensemble des éléments qui composent la devanture d'un commerce se présente le plus souvent ainsi :

- une devanture, comportant ou non une ou des vitrines ;
- un rideau ou une grille de sécurité, enroulé en linteau ou plié en tableau ;
- une ou des enseignes posées en applique ou en drapeau, lumineuse ou non ;
- un éclairage extérieur sur l'enseigne ou sur l'entrée ;
- un store ou banne protégeant l'entrée ou la terrasse.

Préconisations

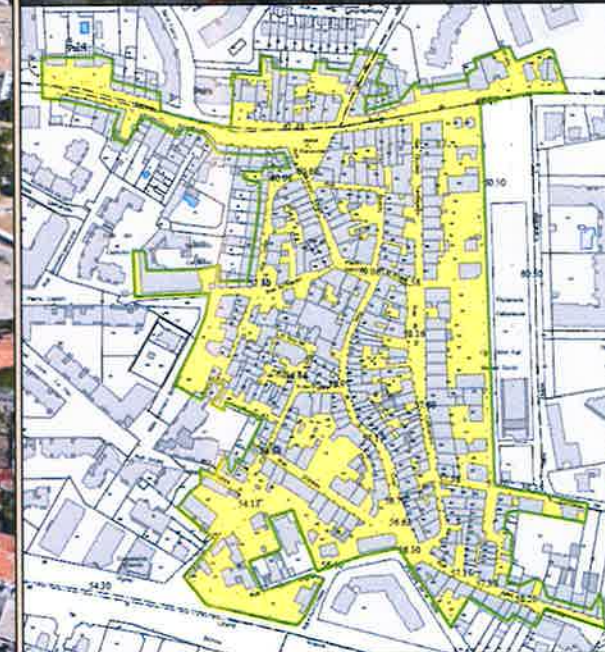
De façon générale, les devantures devront s'intégrer dans leur environnement par l'utilisation de matériaux et de teinte en harmonie avec la façade. Les éléments en applique, les enseignes ou bannes ne devront pas nuire à la lecture de l'architecture, mais au contraire utiliser celle-ci pour composer la devanture.

Menuiserie, vitrine, rideau et grille métallique placés en tableau devront être positionnés en retrait du nu extérieur de la façade d'au moins 15 cm.

Les enseignes en applique et en drapeau, ainsi que l'éclairage extérieur devront se conformer au Règlement Spécial de Publicité des enseignes et des pré-enseignes de la Ville de Montpellier.

GTU du 23/05/2016

Campagne de ravalement « CELLENEUVE »



- Validation en Conseil municipal le 22/06/2016
- 430 immeubles
- 80 % d'immeuble à raval

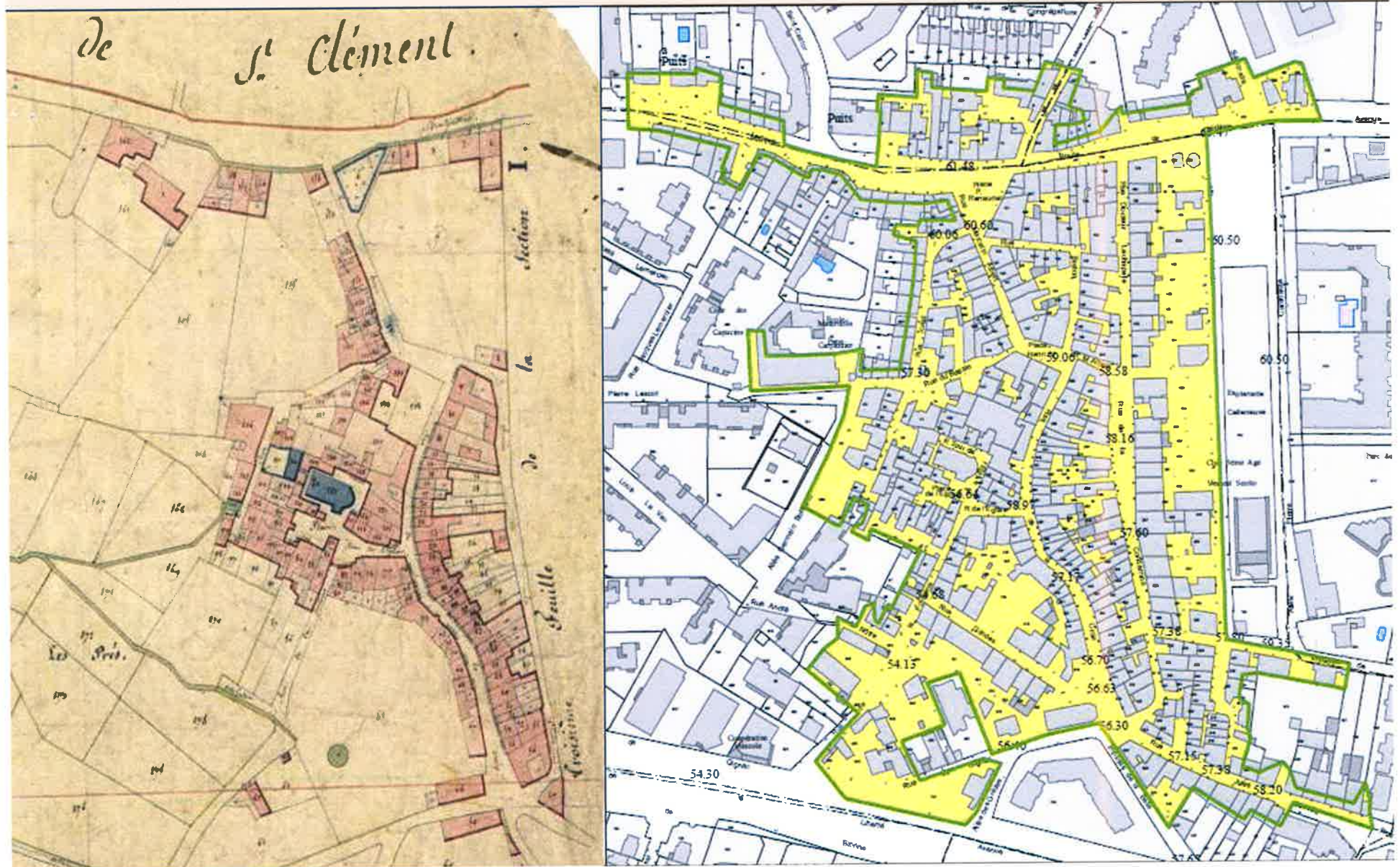
- ✓ durée de subventionnement de 6 ans
- ✓ taux de subventionnement de :
 - 30 % les trois premières années, puis de
 - 20 % les deux années suivantes et de
 - 10 % la dernière année
 - avec plafond à 40 € par m².

Le budget (AP) dédié à cette opération s'élève à 300 000 € pour les 6 ans de campagne.

Cadastre




archives de l'Hérault 1818

2016



CARTOGRAPHIE « état des lieux »

CELLENEUVE ETAT DU BÂTI

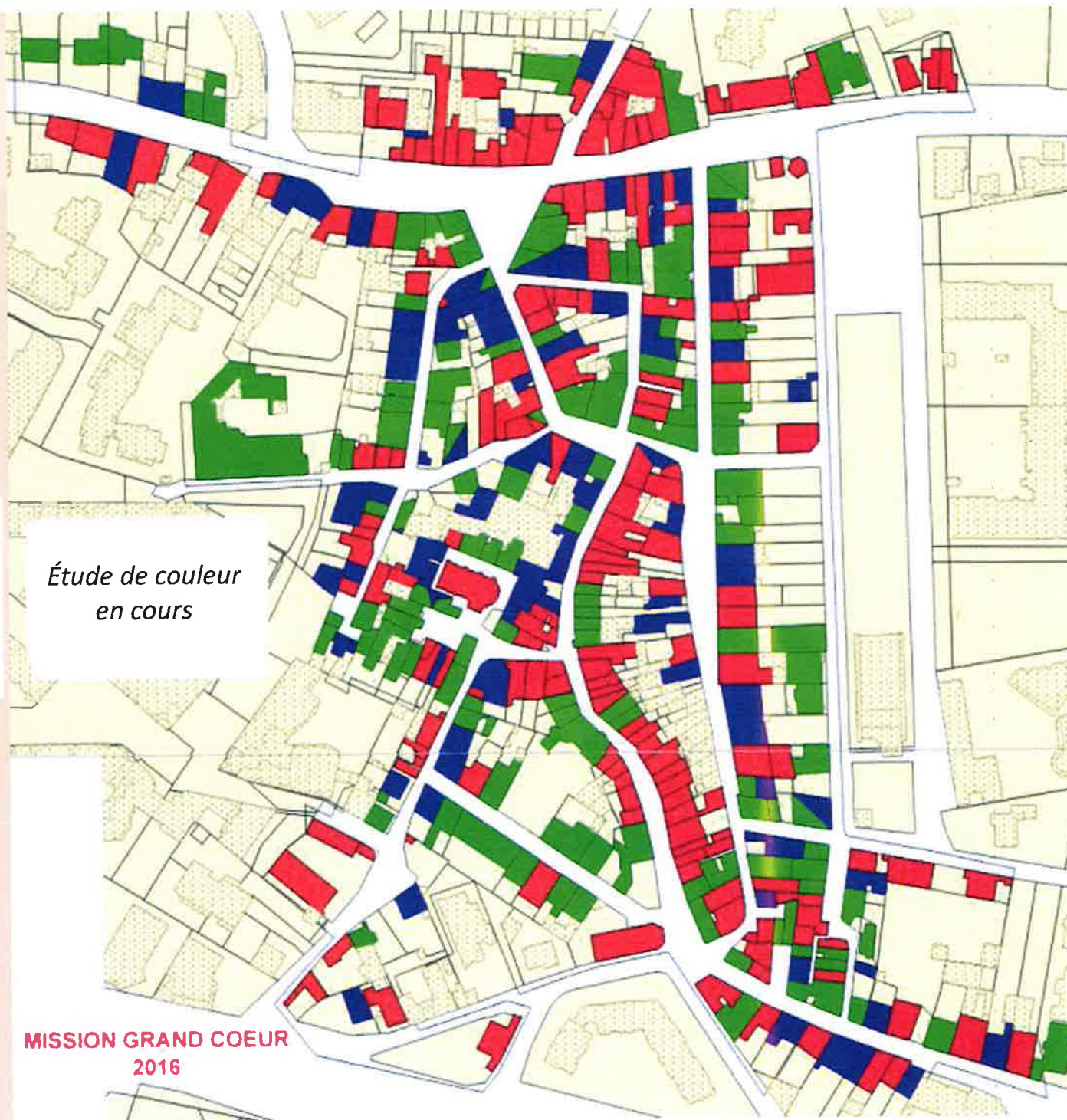
	Ravalement impératif	45 %
	Ravalement incomplet	22 %
	Ravalement propre	33 %

*Étude de couleur
en cours*

MISSION GRAND COEUR
2016



**Grand
Cœur**



TYPES DE FACADES

Rue de la Croix : une des plus anciennes rue de Celleneuve

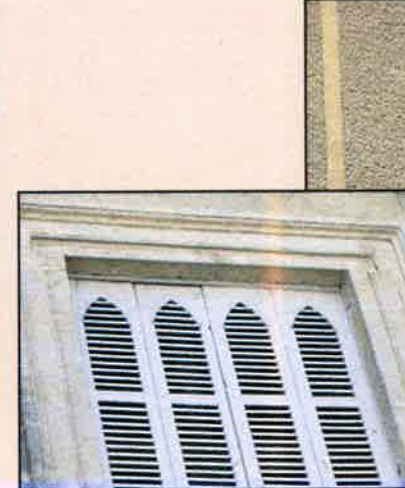


Route de Lodève : immeubles du 19ème siècle et quelques immeubles en pierre de taille



Rue Gilodes : quelques maisons vigneronnes

Façades : détails



PROPOSITIONS DE COMMUNICATION

REUNION PUBLIQUE

PRESSE :

Midi Libre
Les journaux du midi

MONTPELLIER
NOTRE VILLE

le mmag
LE MAGAZINE D'INFORMATION DE LA METROPOLE



INTERNET : site de la Ville de Montpellier



LETTRE D'INFORMATION: boîtage

BROCHURES « Ravalement »



AFFICHE « campagne de ravalement »

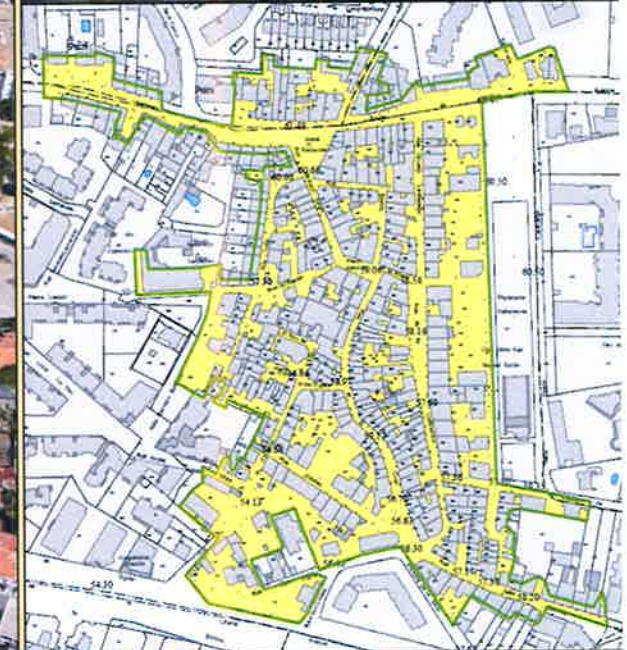
PANNEAUX DE CHANTIER :

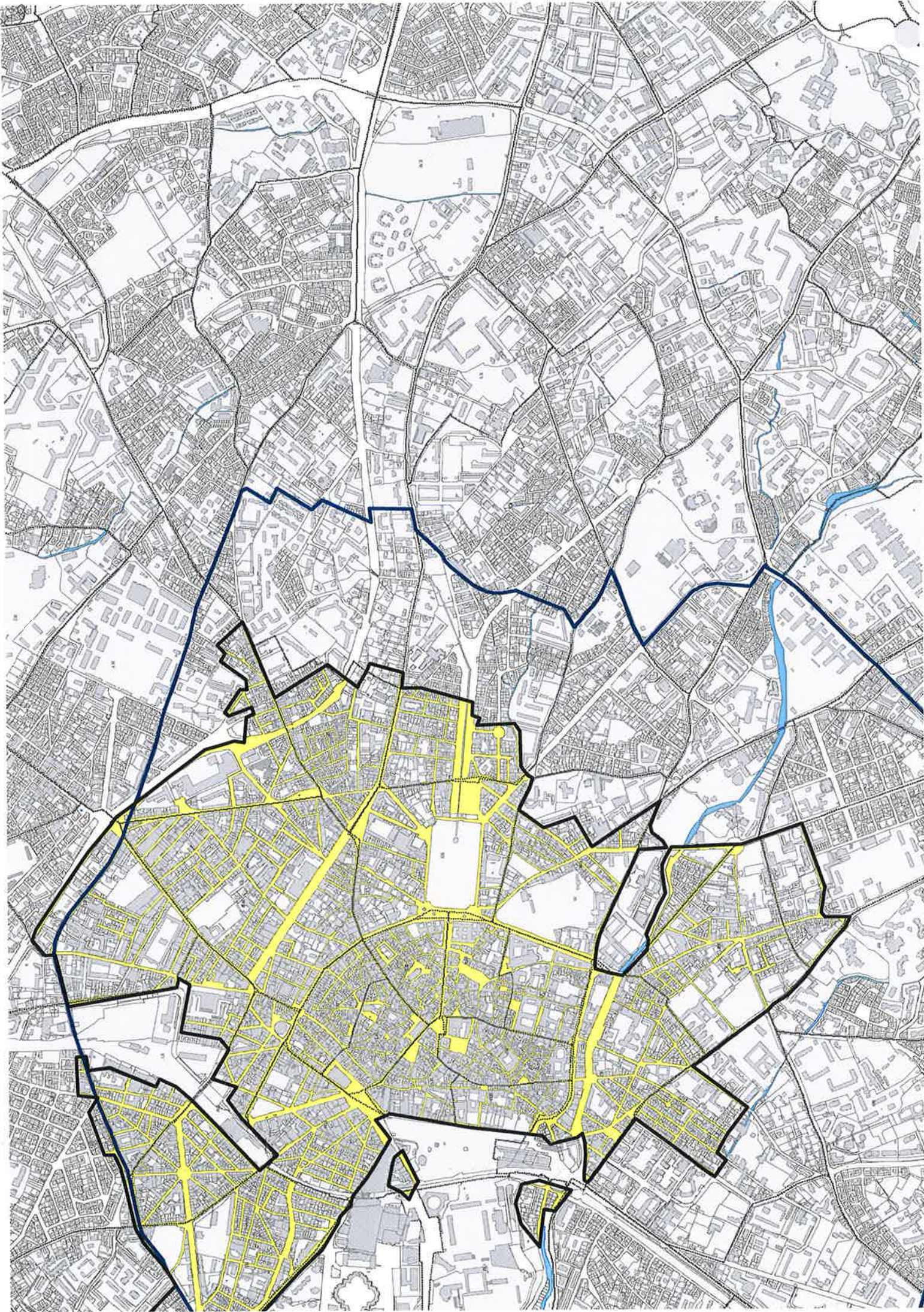
Solution 1 : Réutiliser les anciens panneaux

Solution 2 : Commande de nouveaux panneaux



Campagne de ravalement « CELLENEUVE »





Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, notamment dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération n°2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif. Depuis, le cofinancement du FISAC a pris fin le 9 novembre 2015.

Les dossiers ci-dessous ont été déposés avant le 9 novembre 2015. Le total des subventions de la Ville et du FISAC s'élève donc à 65 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC).

Après validation du programme de travaux réalisé par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de ces campagnes, la subvention suivante est attribuable :

SAS PEAU SUCREE Montpellier, enseigne « DEPIL TECH », Gérant M. Paulin DANIEL 15 boulevard du Jeu de Paume <i>(65 % des montants des travaux à 10 422,92 € et de la maîtrise d'œuvre plafonnée à 2 000 €, et prime de mise en accessibilité PMR de 500 €)</i> 	8 574,90 €
	<i>Dont Part Ville : 6 711,46 € Part Etat (FISAC) : 1 863,44 €</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures 2015-2019, le versement de cette subvention est ainsi proposé après visite de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 8 574,90 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Théâtre Jean Vilar Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association « Montpellier Danse »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville soutient le festival « Montpellier Danse » depuis sa création en 1981. Aujourd'hui pilier de la culture montpelliéraine, ce festival participe au rayonnement de la Ville sur le territoire national et bien au-delà.

L'association « Montpellier Danse » propose dans le cadre de sa programmation 2016 de présenter la dernière création de Nabil Hemaïzia de la Compagnie « 2 temps 3 mouvements » au théâtre Jean Vilar : *du chaos naissent les étoiles*. Il s'agit d'une pièce chorégraphique qui prend ses sources dans le hip hop et qui croise les langages du corps pour devenir une danse métissée. Cette compagnie a été accueillie au théâtre Jean Vilar en collaboration avec la saison Montpellier Danse 2014-2015 pour une création partagée avec les habitants.

Dans la logique de continuité des partenariats entre la Ville et Montpellier Danse et du travail engagé pour la diversification des publics, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition le théâtre en ordre de marche pour un montant valorisé de 10 984 €, montant détaillé dans la convention de mise à disposition jointe en annexe.

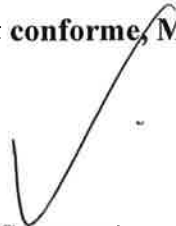
Cette mise à disposition du théâtre Jean Vilar prendra effet le lundi 4 juillet 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'association Montpellier Danse du 4 au 7 juillet 2016 ;
- De dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit et que sa valorisation, soit 10 984 €, sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes du bénéficiaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



CONVENTION D'OCCUPATION DU THEATRE JEAN VILAR

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014,
Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35,
N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722,
désignée ci-après par le terme "L'EXPLOITANT" d'une part,

Et

Montpellier Danse

association déclarée à la préfecture de l'Hérault

siège social : 18 rue Sainte Ursule –CS 39520 – 34961 Montpellier cedex 2,

n° Siret 322 375 882 00055 code ape 9001Z –

licences d'entrepreneur du spectacle n° 2-1041886 et n°3-1041887

représentée par son directeur, Jean-Paul MONTANARI, ci-après dénommée "LE BENEFICIAIRE" d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

1. LE BENEFICIAIRE dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant :

Du chaos naissent les étoiles, création de Nabil Hemaïzia
durée : 1 h

La danse de Nabil Hemaïzia est un hip hop imbibé de rencontres, qui croise les langages et les vocabulaires pour devenir une danse métissée, support d'une parole libre et engagée. Son travail se nourrit d'histoires singulières et « convoque les mémoires pour ne pas les laisser dormir sur leurs certitudes. » Pour Du chaos naissent les étoiles, sa nouvelle création pour cinq danseurs, il part du hip hop comme un prétexte à la rencontre et à la réflexion. Face aux récents événements (crises économiques et sociales, montée des extrémismes...) qui agitent notre temps, Nabil Hemaïzia imagine « une parcelle de monde qui se raconte sur les débris de l'Histoire », une scénographie léchée et ordonnée, contrepoint au tumulte des hommes et souhaite « donner de la légèreté au poids du chaos. ».

Il déclare avoir déposé et sollicité auprès des ou de l'autorité administrative compétente, toutes autorisations nécessaires.

2. L'EXPLOITANT a consenti à mettre son lieu à disposition du BENEFICIAIRE, pour les dates suivantes :

Du 4 au 7 juillet 2016.

Lundi 4 et mardi 5 juillet 2016 de 9h à 13h, de 14h à 18h et de 20h à 24h (montage et répétitions)

Mercredi 6 juillet 2016 : à 14h, représentation à 20 h et Jeudi 7 juillet 2016 à 14h, représentation à 18 h.

Les parties se rapprochent pour déterminer les conditions de la mise à disposition du lieu.

3. Le BENEFICIAIRE déclare accepter sans réserve les conditions générales de mise à disposition du lieu, qu'il déclare bien connaître.

4. En cas de contestation entre les CONDITIONS PARTICULIERES et les CONDITIONS GENERALES, ce sont les CONDITIONS PARTICULIERES qui prévalent.

CECI EXPOSÉ IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I/ CONDITIONS GENERALES

1 - DESIGNATION DES PARTIES

Dans le présent document, l'expression « L'EXPLOITANT » désigne la Ville de Montpellier, propriétaire des lieux, le Théâtre Jean Vilar étant la dénomination physique du service public géré en régie directe.

L'expression « LE BENEFICIAIRE » désigne la personne morale ou physique avec laquelle elle traite. Le BENEFICIAIRE ne pourra en aucune façon céder ses droits pour la présente mise à disposition à toutes autres personnes sans l'accord exprès et écrit de L'EXPLOITANT.

ARTICLE 1 - OBJET

Les présentes clauses générales ont pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles L'EXPLOITANT met à disposition le lieu au BENEFICIAIRE.

Un état des lieux contradictoire pourra être effectué à la demande du BENEFICIAIRE, avant et après la mise à disposition du lieu. Toutefois, en l'absence d'état des lieux, le BENEFICIAIRE s'engage à accepter le constat de dégradation qui lui sera signifié par L'EXPLOITANT et à procéder au paiement des frais de remise en état.

1-1 Pièces constitutives de la convention.

La convention comprend les différentes pièces suivantes :

- Les conditions particulières qui constituent l'engagement réciproque des deux parties, et qui définit les services et servitudes propres à chaque manifestation ou à chaque utilisation.
- Les conditions générales de mise à disposition.
- La fiche technique du Théâtre. (Annexe 1)

1-2 Spectacle.

La mise à disposition a pour objet et est prévue pour un spectacle déterminé par les clauses particulières.

Le BENEFICIAIRE s'engage à réaliser dans les locaux le spectacle prévu avec les artistes prévus.

Le spectacle devra être conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs faute de quoi

L'EXPLOITANT n'aurait voulu s'engager. Toute modification relative à l'objet ou à la nature du spectacle devra être notifiée, et sans délai, à L'EXPLOITANT.

De ce qui précède, L'EXPLOITANT fait une condition essentielle et déterminante sans quoi il ne se serait pas engagé.

1-3 Formule de service.

Le lieu de L'EXPLOITANT offre la formule de service suivante :

Mise à disposition d'une grande salle de 374 places avec le matériel inclus dans la Fiche technique du Théâtre, comprenant également 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs.

Et une mise à disposition du bar du Théâtre, ouvert une heure avant et une heure après la représentation. Le Bar étant cédé à un concessionnaire pour les activités propres du Théâtre, il conviendra au BENEFCIAIRE de signaler à L'EXPLOITANT 15 jours avant l'utilisation du bar sa volonté d'utiliser cet espace.

Toute modification à la formule de service de la présente convention (telle que démontage ou occultation de sièges et/ou modification de l'emplacement de la scène ou de l'aire de jeux) pourra entraîner une diminution du nombre de places. La capacité résultant de ces modifications sera fixée par L'EXPLOITANT.

En aucun cas, le BENEFCIAIRE ne pourra émettre (ou faire émettre) plus de billets que de places autorisées. A cette fin, le BENEFCIAIRE s'engage à faire valider le plan de salle proposé à la commercialisation par L'EXPLOITANT. Ce nombre comprend les billets payants et les invitations. L'EXPLOITANT refusera l'accès au lieu à toute personne au-delà de ce nombre.

Pour toute manifestation, l'accès au lieu ne pourra être autorisé que sur présentation d'un billet ou d'une invitation numérotée avec coupons de contrôle ou souche en cas de billetterie manuelle récupérable par les contrôleurs, qui seront fournis par le BENEFCIAIRE.

1-4 Horaires.

L'occupation des lieux doit cesser aux dates et heures prévues. Néanmoins, le BENEFCIAIRE pourra obtenir une prolongation de séances dans la mesure où elle ne nuit ni à l'ordre public, ni à la représentation ou à la tenue des manifestations suivantes. Tout dépassement sur l'horaire entraînera une indemnité qui devra être prévue aux présentes, par heure de dépassement, étant entendu que toute heure commencée sera intégralement due.

La facturation des heures de dépassement ne pourra jamais être assimilée à une acceptation de celles-ci par L'EXPLOITANT.

1-5 Prix.

Conformément à la délibération n° 2015/557 du conseil municipal du 17 décembre 2015 portant sur les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2016. Le montant de location du Théâtre est fixé à 2 620 € par journée de 9h à 23 h. L'heure avant 9h et après 23h est fixée à 252 €. Une caution de 1 900 € est sollicitée.

La Ville de Montpellier peut estimer que l'intérêt public local de cette opération justifie pleinement la mise à disposition gratuite de son théâtre municipal. Cette occupation du domaine public à titre gratuit sera alors considérée comme une subvention en nature.

A aucun moment, L'EXPLOITANT n'a la volonté de s'associer avec le BENEFCIAIRE au partage des bénéfices et des pertes.

1-6 Autres frais.

Le BENEFCIAIRE acquittera exactement les impôts, taxes, taxe fiscale sur les spectacles et contributions diverses, ainsi que les frais dont il serait redevable envers toute personne ou organisme en raison de sa manifestation. Il doit par ailleurs respecter la réglementation de la propriété littéraire et artistique, et notamment conclure tous accords préalables avec les organismes intéressés, en particulier les sociétés de droits d'auteur, et régler les droits et les taxes qui pourraient être dus à ces organismes.

2 - UTILISATION DES LIEUX

2-1 Sécurité.

2.1.1 - Pendant toute la durée d'utilisation des lieux, le BENEFCIAIRE doit notamment respecter et faire respecter par les personnes participant aux manifestations sous sa responsabilité les prescriptions légales et réglementaires sur la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public, ainsi que les consignes de sécurité, sous l'autorité du Directeur technique de L'EXPLOITANT, ainsi que toutes réglementations particulières applicables à l'objet des présentes.

A cet effet, Le BENEFCIAIRE s'engage à respecter les limitations imposées par l'autorisation administrative pour que le nombre de spectateurs ne dépasse pas le nombre maximum dans la formule de service. Il est rappelé que les effets pyrotechniques feront l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Préfecture.

En aucun cas le BENEFCIAIRE ne pourra rechercher la responsabilité de L'EXPLOITANT, sauf faute de celui-ci, en cas de refus de délivrance par l'administration d'une autorisation nécessaire à l'organisation du spectacle, ou d'un avis défavorable de la commission départementale de sécurité.

2.1.2 - Le BENEFCIAIRE communiquera à L'EXPLOITANT le nombre de membres du personnel qui pourra avoir accès au lieu retenu, et fera en sorte qu'ils respectent les règles de sécurité du lieu. Le BENEFCIAIRE et L'EXPLOITANT conviendront des insignes de reconnaissance portés par le personnel. L'EXPLOITANT fera expulser toute personne qui refusera de se conformer aux règles de sécurité ou ayant un comportement dangereux.

2.1.3 - En outre, L'EXPLOITANT fournira le personnel de contrôle d'entrées et de sécurité dont le nombre et la qualité seront déterminés en accord avec le BENEFCIAIRE.

Ce personnel sera à la charge de L'EXPLOITANT par agent de service et par représentation.

L'EXPLOITANT aura à sa seule charge le coût du personnel de sécurité et de contrôle.

Le coût en sera valorisé au BENEFCIAIRE en supplément du prix de la location du lieu.

L'EXPLOITANT et Le BENEFCIAIRE définiront d'un commun accord les directives auxquelles devront se conformer les services de sécurité et de contrôle pour les spectacles objet du contrat.

2-2 Législation sociale.

2.2.1 - Chaque partie déclare être régulièrement affiliée à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes.

En leur qualité d'employeur, elles s'engagent à effectuer pour le compte de son personnel toutes les déclarations et versements exigibles aux organismes sociaux, de telle sorte que la responsabilité du cocontractant ne puisse en aucun cas et à quelque titre que ce soit être recherchée à ce sujet. Chaque partie garantit aux mêmes fins son cocontractant de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'elle pourrait s'adjoindre à cette occasion.

2.2.2 - A ce titre, et dans le cadre de la lutte contre le travail illégal, le BENEFCIAIRE fournira à l'EXPLOITANT à la signature de la convention :

Conformément aux articles L324-14 et R324-4 du code du travail :
1°/ les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois.
 - Lorsque le cocontractant n'est pas inscrit au RCS ou au répertoire des métiers, une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires, ainsi que le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.
 - Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour exécuter sa mission, une attestation sur l'honneur établie par lui certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés de façon régulière au regard des articles L320 [DPAE], L143-3 et R143-2 du code du travail [bulletin de paie].
- 2°/ Lorsque l'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- un extrait KBis de l'inscription au RCS ;
 - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le co-contractant est en cours d'inscription.

Conformément aux articles L341-6-4 et R341-36 du code du travail :

Lorsque l'une ou l'autre des parties emploie des salariés de nationalité étrangère pour effectuer sa mission, elle devra fournir à l'autre à la signature du présent contrat, une attestation sur l'honneur certifiant que ces salariés sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

2-3 Captation

Le BENEFCIAIRE ou toute personne quelconque ne pourra réaliser des prises de vues ou de son, ou encore toutes photographies ou reproductions totales ou partielles des spectacles par quelque moyen que ce soit, connu ou inconnu au jour de la signature des présentes, sans l'accord préalable, exprès et écrit de L'EXPLOITANT.

Les conditions de cette autorisation seront fixées d'un commun accord par un avenant au présent contrat.

De même, dans l'hypothèse où L'EXPLOITANT serait sollicité par une tierce personne souhaitant procéder à une captation des spectacles, L'EXPLOITANT devra s'assurer au préalable de l'autorisation du BENEFCIAIRE pour cette captation.

2-4 Divers.

2.4.1 - Information/ Publicité

Dans toutes les publicités, publications, même par radio ou télévision, ou affichages relatifs au spectacle, le nom du lieu de la représentation devra être mentionné de façon apparente et dans les caractères figurant sur les brochures fournies par L'EXPLOITANT. Elles devront faire apparaître la mention suivante : **Ville de Montpellier, Théâtre Jean Vilar.**

Le BENEFCIAIRE s'engage à tenir informé L'EXPLOITANT des différents renseignements que la clientèle est susceptible de demander dans le lieu et en particulier : prix des places, l'heure du spectacle, le contenu exact du spectacle, la durée, la disponibilité, l'heure d'ouverture des portes. En aucun cas, le BENEFCIAIRE ne communiquera aux spectateurs le numéro de téléphone administratif de L'EXPLOITANT.

Afin que L'EXPLOITANT ne soit pas inquiété de voir sa responsabilité mise en cause en cas d'affiches ou d'affichage illicite, le BENEFCIAIRE s'engage à ce que le contrat ou le bon de commande des affiches conclu ou adressé à une société tierce pour la réalisation des affiches relatives aux spectacles mentionne expressément :

- que le nom et l'adresse de cette société figurent obligatoirement sur les affiches ;

- que cette société garantisse que l'affichage commandé et exécuté respectera les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sous son entière responsabilité et qu'elle en assumera toutes les conséquences financières en cas d'infraction.

2.4.2 - Publicité dans le lieu

Sous réserve des modalités d'accroche des panneaux publicitaires entendues avec L'EXPLOITANT, le BENEFCIAIRE aura totale liberté quant au choix des annonceurs présents à l'intérieur du lieu. En ce qui concerne le hall d'accueil, le bar et les abords du lieu, l'apposition de panneaux publicitaires et le choix des annonceurs relèvent de la compétence exclusive de L'EXPLOITANT.

2.4.3 - Invitations / Servitudes

Le BENEFCIAIRE s'engage à fournir gratuitement à L'EXPLOITANT 22 billets exonérés pour la représentation comprenant 10 invitations et 12 servitudes administratives.

Dans la grande salle, le BENEFCIAIRE s'engage à réserver les places n° 2, 3 et 1 du rang E / n° 2, 4, 1, 3 et 5 du rang F / n° 2, 4, 6, 1, 3, 5, 7 des G et H pour les servitudes administratives et invitations de L'EXPLOITANT. Les invitations seront remises par le BENEFCIAIRE à L'EXPLOITANT au moins 15 jours avant la date de la représentation, à moins qu'une liste d'invitations n'ait été remise par L'EXPLOITANT au BENEFCIAIRE.

2.4.4 - Merchandising et Restauration

Toute activité de vente, location ou prestation pour le compte du BENEFCIAIRE devra faire l'objet d'une autorisation préalable de L'EXPLOITANT.

A cet effet, Le BENEFCIAIRE fournira à L'EXPLOITANT le nom et les coordonnées de la personne physique ou morale responsable du merchandising. LE BENEFCIAIRE fait son affaire de s'assurer que la société ou personne physique responsable du merchandising a obtenu l'autorisation de vente au déballage, conformément à l'article L310-2 du code de commerce, et en respecte notamment la durée. Aucune utilisation des produits, verres et couverts ou tout accessoire du concessionnaire du bar du théâtre n'est autorisé sans son accord préalable.

3 - ACCESSOIRES A L'OBJET PRINCIPAL

3-1 Sonorisation et éclairage

Une fiche technique du matériel pouvant être mise à la disposition du BENEFCIAIRE est attachée à la présente convention. Dans la mesure où ce matériel serait utilisé par le BENEFCIAIRE pour les spectacles susvisés il ne pourrait l'être qu'avec l'assistance d'un ou plusieurs techniciens désignés par L'EXPLOITANT.

En tout état de cause un accord d'utilisation devra être établi au minimum 15 jours avant la date de la représentation. Cet accord entre le BENEFCIAIRE et L'EXPLOITANT devra faire état de la liste du matériel utilisé, le personnel requis pour son fonctionnement, les horaires de mise à disposition et le coût financier découlant de cette utilisation.

3-2 Billetterie

Il est bien entendu que l'émission et la gestion de la billetterie, et plus généralement la commercialisation des spectacles auprès du public, sont à la charge et sous l'entière responsabilité du BENEFCIAIRE. Toutefois, il pourra être mis à la disposition du BENEFCIAIRE, un espace de vente le soir du spectacle. LE BENEFCIAIRE s'engage à ne pas commercialiser le spectacle ni à émettre de billetterie avant la signature de la présente convention. Dans tous les cas, le BENEFCIAIRE s'engage à respecter le plan de numérotation du lieu. A la demande de L'EXPLOITANT, le BENEFCIAIRE s'engage à communiquer, à tout moment, l'état complet des ventes et des réservations de sa billetterie.

4- GARANTIES



4-1 Caution.

A titre de garantie des éventuelles dégradations dues au titre de la présente convention, le BENE-FICIAIRE remettra à L'EXPLOITANT à la signature de la convention une caution de **1 900 Euros**, qui ne sera débitée qu'en cas de litige. Elle lui sera restituée après constat contradictoire à l'issue de la manifestation ou suite à l'état dressé par L'EXPLOITANT et après apurement définitif des comptes.

4-2 Assurances.

Le BENE-FICIAIRE est tenu d'assurer contre tous les risques, y compris lors du transport, le personnel et tous les objets leur appartenant, qu'il a sous sa garde, ou appartenant au personnel et ce pendant toute la durée de la mise à disposition du lieu (montage et démontage compris) et dégage L'EXPLOITANT de toute responsabilité sur ce point.

L'EXPLOITANT déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant les dommages pouvant advenir du fait des activités liées à la diffusion des spectacle dans son lieu, tant aux biens qu'aux personnes, ainsi que les dommages pouvant être causés aux tiers ou au personnel et biens de L'EXPLOITANT et de tout intervenant. L'EXPLOITANT déclare assumer les risques qui lui incombent du fait de la production du spectacle dans son lieu.

L'EXPLOITANT déclare qu'en aucun cas il ne sera tenu responsable des vols qui auraient lieu dans les locaux mis à la disposition du BENE-FICIAIRE, des artistes et du personnel attachés aux spectacles.

5 - FIN DE LA CONVENTION

La présente convention serait reconnue caduque de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte pour les parties, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation du spectacle à la compagnie, à la date d'exécution de la convention, entraînerait sa résiliation de plein droit.

Toute annulation du fait de l'une des parties, entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière. Les justificatifs des frais engagés devraient alors être produits.

6 - LITIGE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux territorialement compétents, après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

II/ CONDITIONS PARTICULIERES

A – OBJET DE LA CONVENTION

Le présent contrat a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles L'EXPLOITANT met à disposition le lieu au BENEFICIAIRE.

Conformément à l'article 2 des conditions générales, un état des lieux sera réalisé / OU ne sera pas réalisé. En l'absence d'état des lieux, le BENEFICIAIRE déclare connaître l'état du lieu et en assumer les risques.

A.1 - SPECTACLE :

Cette mise à disposition a pour objet et est prévue pour le spectacle :

Du chaos naissent les étoiles, création de Nabil Hemaïzia

Le mercredi 6 juillet 2016 à 20h et le jeudi 7 juillet 2016 à 18h

Distribution :

Compagnie 2 temps 3 mouvements/ Direction artistique et chorégraphie : Nabil Hemaïzia Avec : Jeanne Azoulay, Nacim Battou, Santiago Codon Gras, Farrah Elmaskini, Andréa Mondoloni

Durée : 1 heure

Toute modification relative à l'objet ou à la nature du spectacle devra être notifiée, et sans délai, à L'EXPLOITANT.

A.2 - FORMULE :

Le BENEFICIAIRE accepte la formule de service proposée par L'EXPLOITANT.

Toute modification de cette formule retenue (telle que démontage ou occultation de sièges et/ou modification de l'emplacement de la scène ou de l'aire de jeux) pourra entraîner une diminution du nombre de places. La capacité résultant de ces modifications sera fixée par L'EXPLOITANT.

A.3 - DUREE :

Le BENEFICIAIRE prête le lieu pour une représentation. La mise à disposition prendra effet le lundi 4 juillet 2016 à 10 h pour se terminer le jeudi 7 juillet 2016 à 21 h.

- représentations le mercredi 6 juillet 2016 à 20h et le jeudi 7 juillet 2016 à 18h
- ouverture des portes accueil/billetterie ¾ h avant le spectacle, ouvertures des portes en salle ¼ d'heure avant le spectacle.
- jour de répétition et montage : lundi 4 et mardi 5 juillet 2016 de 9 h à 24h, pause des techniciens de 13h à 14h et 18h à 20h.
- Démontage à l'issue de la dernière représentation de 19h à 21h, fermeture du théâtre au public 1h après la représentation.

Le BENEFICIAIRE s'engage à permettre l'ouverture du lieu au public, 1 heure avant l'heure annoncée de la représentation.

A.4 - PRIX :

La mise à disposition est à titre gracieux. Le montant de la valorisation s'élève à 10 984 €

4 jours x 2620 € de location

2 heures x 252 € heure de nuit

B - UTILISATION DES LIEUX

B.1 – SECURITE



Le BENEFICIAIRE s'engage à respecter les normes et consignes de sécurité du lieu, prévues aux conditions générales de mise à disposition, en particulier il s'interdit de monter en passerelle tout objet n'ayant pas de lien avec une fonction technique de spectacle.

B.2 - LEGISLATION SOCIALE

Conformément à l'article 2.2.2 des conditions générales, LE BENEFICIAIRE fournira lors de la signature des présentes, les pièces prévues par la réglementation en vigueur dans le cadre de la lutte contre le travail illégal.

B.4 - CAPTATION

L'EXPLOITANT autorise le BENEFICIAIRE à réaliser des prises de vues ou de son, photographies ou reproductions totales ou partielles du spectacle par quelque moyen que ce soit, connu ou inconnu à ce jour.

B.5 - DIVERS

B.5.1 - Cocktails

Le BENEFICIAIRE autorise la tenue d'un cocktail au profit d'un tiers par L'EXPLOITANT à l'occasion de l'exécution des présentes.

C - ACCESSOIRES A L'OBJET PRINCIPAL

C.1 - SONORISATION ET ECLAIRAGE

Il sera mis à la disposition du BENEFICIAIRE les matériels de sonorisation et d'éclairage décrits par le document technique annexé, pour toute la durée de la location du lieu. Ce matériel est utilisé sous l'autorité d'un ou plusieurs techniciens désignés par L'EXPLOITANT.

C.2 - BILLETTERIE

Les spectacles sont payants. Conformément aux conditions générales, un espace sera mis à disposition du BENEFICIAIRE afin qu'il puisse vendre lui-même la billetterie restante le soir de la représentation.

D - GARANTIES

D.1 CAUTION

Le BENEFICIAIRE remet un chèque de **1 900 euros**, à titre de caution, qui lui sera restitué lors de l'apurement définitif des comptes.

D.2 ASSURANCES

Le BENEFICIAIRE remettra à L'EXPLOITANT photocopie de ses attestations prévues aux conditions générales de location. En cas de manquement, L'EXPLOITANT pourra résilier le contrat de plein droit.

Fait à Montpellier, le mardi 7 juin 2016
En trois exemplaires originaux

L'EXPLOITANT

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

LE BENEFICIAIRE

Pour Montpellier Danse
Le Directeur,

Philippe SAUREL

Jean Paul MONTANARI

Paraphes



ANNEXE N° 1 – Fiche technique du Théâtre Jean Vilar

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Théâtre Jean Vilar Organisation de l'option facultative théâtre Avenant à la convention de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2016/51 du 25 février 2016, la Ville a approuvé la convention de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre dans le cadre de la manifestation la Cour des Arts.

Ce partenariat prévoyait l'intervention de la Compagnie l'Ambiguë, à hauteur de 960 € pour 20 heures d'intervention auprès des élèves. A la suite de la défection de cette compagnie, il doit être fait appel à un autre intervenant, selon les mêmes modalités. La Compagnie les Fourmis Rousses est à même d'assurer cette prestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant à la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le lycée Victor Hugo de Lunel, joint en annexe ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant ou tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL



AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT (OPTION FACULTATIVE THEATRE)

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche - 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2016,
Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35,
N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722,
désignée ci-après par le terme "l'organisateur" d'une part,

Et

Le Lycée Victor Hugo
300 avenue Louis Médard
34400 LUNEL
Représenté par Monsieur Bernard LECOMPTE, Proviseur
Ci-après dénommé « le lycée Victor Hugo » d'autre part,

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'option facultative théâtre existe au sein du lycée Victor Hugo de Lunel depuis 5 ans.
Les ateliers de pratique théâtrale d'une durée totale de 180 heures, liés à cette option, se poursuivent cette année avec une équipe d'intervenants inchangée :

Sandrine Cléménçon de la compagnie L'Insolente, **Chloé Desfachelle** de la compagnie Rhapsodies Nomades, **Isabelle Fürst** de la Compagnie L'ambiguE, **Nicolas Pichot** de la compagnie L'Astrolabe.

Isabelle Fürst de la compagnie L'ambiguE ne peut pas assurer les interventions au 3^{ème} trimestre, du 8 mars au 31 mai 2016. Didier Lagana de la compagnie Les Fourmis rousses va la remplacer sur cette période.

L'article 3 du contrat de cession est modifié comme suit :

Le Théâtre Jean Vilar s'engage donc à verser à la compagnie Les Fourmis rousses partenaire de l'option facultative théâtre un apport financier sur présentation de facture.

La compagnie assurera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à l'élaboration et à la réalisation des ateliers. Elle sollicitera le cas échéant et en temps utile, les autorisations pour l'emploi, de mineurs ou d'artistes étrangers auprès des autorités compétentes.

Le calcul des sommes dues à la compagnie Les Fourmis rousses est effectué sur la base de 48€ / heure : **960 € TTC correspondant à 20h d'intervention.**

Fait à Montpellier,
en trois exemplaires originaux

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour le lycée Victor Hugo,
Le Proviseur,

Sonia Kerangueven

Bernard LECOMPTE

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention Plan Objet 2016 pour les églises Saint-Roch, Saint-Denis, Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie, Notre-Dame des Tables et les chapelles Saint-Charles et de la Miséricorde Autorisation d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2013 du 25 novembre 2013, la Ville a approuvé la signature de la Convention Plan Objet avec la Direction régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) ; cette convention permet de protéger, restaurer et valoriser les œuvres dans les églises de la Ville ; le budget consacré à la Ville à cette opération s'élève à 25 000 € annuels. La D.R.A.C. subventionne les travaux prévus à hauteur de 50% de leur montant hors taxes.

Pour l'année 2016, le choix de la Ville s'est porté sur les églises Saint-Roch, Saint-Denis, Saint-Matthieu et sur la chapelle de la Miséricorde.

Une consultation a été lancée (MAPA n°6B0069) afin de réaliser ce programme.

Les offres seront analysées fin juin 2016 et le montant définitif des travaux pourra alors être indiqué à la D.R.A.C. lors du dépôt de la demande de subvention. La D.R.A.C. s'engage par ailleurs à verser la subvention avant le début des travaux, au vu du plan de restauration finalisé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès de la Direction régionale des Affaires Culturelles ;
- De dire que le montant de la subvention sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- De dire que la somme équivalente à la subvention sera également inscrite en dépenses sur le CRB des Archives municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 11 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 67 600 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
6535	Line Up	Fonctionnement	800
5238	Les galeries de Montpellier	Projet	7000
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier pour le Festival Jeune Public	Projet	7 000
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Fonctionnement	2 000
	LIVRE		
297	Mots Passants	Fonctionnement	300
297	Mots Passants	Projet	600
	PATRIMOINE		
4527	Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide	Fonctionnement	40 000
	PLURI DISCIPLINES		
6496	Fabrique Audiovisuelle Créative	Projet	2 000
	SPECTACLE VIVANT/Danse		
3786	Danser Bonheur	Projet	1 900
5643	A Bailar Tango	Projet	1 000
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
5733	Turbulences Sonores	Projet	1 500
	SPECTACLE VIVANT/ Théâtre		
5305	La Maison Théâtre	Fonctionnement	3 500
		TOTAL	67 600

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 67 600 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2016.

D'une part,

Et :

L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide représentée par Madame Mireille HADAS LEBEL, Présidente, élue au conseil d'administration le 30 décembre 2014 ;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'institut Euro- Méditerranéen Universitaire Maïmonide propose des conférences grand public prononcées par des personnalités du monde universitaire articulé autour de la théologie, de la philosophie, de l'histoire, du patrimoine, de la politique et de la sociologie, des cours de langue et de civilisation hébraïques bihebdomadaires en partenariat avec l'université Paul-Valéry Montpellier 3, des séminaires auxquels participent des universitaires français et étrangers, des conférences-débats et des voyages d'études. L'association possède une bibliothèque d'étude de plus de 800 titres mise à disposition de tous les chercheurs qui en font la demande.

Considérant que les actions de l'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville dans la connaissance et la promotion de l'histoire du peuple juif et plus particulièrement à Montpellier, et que l'association participe à la valorisation du patrimoine historique juif médiéval (par des visites du mikvé notamment pendant les Journées européennes du Patrimoine et lors des journées européennes du patrimoine juif), la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à l'association Institut euro-méditerranéen universitaire Maïmonide **une subvention d'un montant de 40 000 euros** pour son fonctionnement.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat 2015 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2015;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2014-2015 final ;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à développer des actions en partenariat avec la Ville de Montpellier ;
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;
 - * un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demandes de subvention;
- à faire apparaître le soutien de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire Institut euro-méditerranéen universitaire Maïmonide s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification important administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leur fédération représentative

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient de longue date le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel ; ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux municipaux.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole entendent aujourd'hui bâtir un programme partenarial pluriannuel avec ces radios associatives et leur fédération représentative, afin de développer des productions notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative.

La convention, jointe en annexe, définit les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2016-2018.

La Ville s'engage ainsi à :

- Allouer une subvention annuelle de 8 000 € à chacune des 8 radios et 6 000 € à leur fédération, pour contribuer à leur bon fonctionnement ;
- Mettre à disposition de la Fédération des locaux rue Hébert, ce qui équivaut à une subvention en nature valorisable à hauteur de 1065 € annuels ;
- Commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 € annuels, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel ;

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 € annuels, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel ;

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre le programme d'actions annuel:

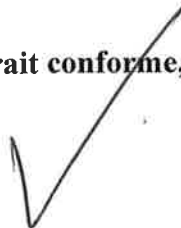
- Produire et diffuser des plateaux et messages d'intérêt général, afin de promouvoir les événements organisés ou soutenus par la Ville et la Métropole
- Mettre en œuvre un chantier « Mémoire et patrimoine », afin de constituer une mémoire sonore des quartiers, de la Ville et de la Métropole de Montpellier ; ces émissions, qui pourront être utilisées à des fins de développement touristique, auront pour objectif d'inciter les habitants à découvrir ou redécouvrir leur territoire ;
- Produire et diffuser des magazines d'actualité consacrés à la Ville et à la Métropole, sur les thèmes de la citoyenneté, le dialogue interculturel et le vivre ensemble, l'environnement, le développement durable, la santé, le sport, le tourisme ;
- Produire et diffuser des magazines sur le thème de la démocratie participative.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les radios associatives représentées par leur Fédération ;
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'inscrire au compte administratif de la commune la valorisation de la subvention en nature octroyée à la Fédération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

Chacune des radios associatives autorisées par le CSA en Catégorie « A » sur la zone de Montpellier, et dont le siège social est situé dans le ressort de la Métropole,

[A individualiser, radio par radio]

Ci-après dénommées collectivement "les radios associatives"

Leur organisation régionale représentative, l'Assemblée Régionale des Radios Associatives (ARRA), sise 10 rue Washington - 11100 Narbonne, mandatée par la Fédération des Radios Associatives Non Commerciales du Languedoc-Roussillon (FRANC-LR) et représentée par sa Présidente, Mme Eliane BLIN

Ci-après dénommée "leur Fédération"

D'une part,

Et

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2 et représentée par son Maire en exercice M. Philippe SAUREL dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du

Ci-après dénommé "la Ville",

Montpellier Méditerranée Métropole, sise 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 et représentée par son Président en exercice M. Philippe SAUREL dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du

Ci-après dénommée "la Métropole",

D'autre part,

ci-dessous conjointement désignés par le vocable "les parties"

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier a de longue date décidé de soutenir le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et la diversité de ce secteur qui constitue un véritable enjeu du développement local et culturel.

Elle porte ainsi une attention particulière aux services radiophoniques associatifs non commerciaux, héritiers du mouvement des « radios libres », qui assument une mission permanente de communication sociale de proximité prévue par la Loi sur l'audiovisuel.

En raison de l'importance de ces missions et de l'intérêt qu'elles revêtent à ses yeux, la Ville et la Métropole leur reconnaissent un caractère de service public.

La Ville et la Métropole ont complété, au fil des ans et au cas par cas, les aides allouées au fonctionnement des radios associatives par des conventions de prestations et des mises à disposition de locaux municipaux.

De même la Ville a confié à leur Fédération le soin d'organiser la présence des radios associatives et l'animation d'un stand commun lors de l'Antigone des Associations. Elle met à disposition de la Fédération un local municipal où est basé son animateur régional.

Les parties entendent bâtir un véritable programme partenarial pluriannuel incluant toutes les radios associatives locales, accompagnées par leur Fédération, afin de développer des productions notamment en matière de Culture, de Patrimoine, de Démocratie participative et la diffusion de messages d'intérêt général.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU:

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

ARTICLE 1 . OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les objectifs et le programme d'actions du partenariat conclu entre les parties pour la période 2016-2018. Elle détermine, par ailleurs, les engagements de chacune des parties et les modalités de mise en œuvre de ce partenariat. Ces derniers pourront faire l'objet de précisions supplémentaires ou de développements par avenant à la présente convention, notamment en cas de déploiement de la RNT sur la Métropole de Montpellier.

ARTICLE 2 . CHAMPS D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique aux radios associatives et à leur Fédération.

Sont concernées les radios associatives autorisées par le CSA en catégorie « A », membres de la FRANC-LR ou de l'ARRA, éligibles au FSER et dont le siège social est situé dans le ressort de la Métropole de Montpellier.

Non commerciales, ces radios ne doivent pas présenter de caractère lucratif, du fait de leur gestion désintéressée et de l'absence ou de la présence limitée de la publicité sur leurs antennes.

Exclusions :

Le soutien de la Ville et de la Métropole à une radio associative exclut de la part de cette dernière toute forme de prosélytisme philosophique, politique ou religieux, et tout propos discriminatoire ou xénophobe. La Fédération, signataire de la « Charte des radios citoyennes » se porte garante de son respect par les radios associatives membres.

Dans l'hypothèse où il serait avéré qu'une radio manque gravement aux règles d'éthique ou de déontologie de la profession, manquement qui pourrait notamment avoir justifié une mise en demeure par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA), sa demande de soutien direct ou indirect par la Ville ou la Métropole pourrait ne plus être recevable.

Il en irait de même pour toute radio en situation avérée de dépassement durable du seuil de ressources publicitaires prévu à l'article 80 de la Loi du 30 septembre 1986, notamment si ce dépassement a été constaté par le FSER, et une fois épuisées toutes les voies de recours.

ARTICLE 3 . OBJECTIFS DU PARTENARIAT 2016-2018

Le futur partenariat poursuivra les objectifs suivants :

Au titre de l'aide au fonctionnement,

- accompagner la Fédération et les radios associatives qui en sont membres dans leur démarche d'amélioration continue de leur mission de communication sociale de proximité,

- consolider l'emploi et la formation dans les radios associatives, leur accueil si besoin est dans des locaux municipaux et le maintien de la présence d'un bureau et d'un poste fédéral à Montpellier,

Au titre de l'aide à la production,

- favoriser la production par les radios de programmes et de documentaires sur des thématiques en lien avec la culture, le patrimoine, la santé, le sport, la citoyenneté ou toute autre thématique d'intérêt général.

- favoriser la conservation, la diffusion et la valorisation des archives des radios auprès des publics,

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

- produire et diffuser les campagnes de messages d'intérêt général,
- valoriser auprès des publics les documents radiophoniques produits dans le cadre du partenariat ou lors de manifestations organisées par la Ville ou la Métropole.

ARTICLE 4 . PROGRAMME D'ACTIONS ANNUEL SUR LA PERIODE 2016-2018

4.1 Production et diffusion de plateaux et Messages d'Intérêt Général (MIG)

L'objet de ce chantier est de promouvoir les événements organisés ou soutenus par la Ville et la Métropole. L'action porte sur :

- La réalisation par les radios associatives de spots audio à partir d'une proposition de contenu définie par la Ville ou la Métropole. Cette production sera assurée, après appel à production, par une radio distincte pour chaque campagne. Le bon à diffuser appartiendra à la Ville ou la Métropole.
- La diffusion au long de l'année civile de ces Messages d'Intérêt Général (MIG). Chaque campagne fera l'objet d'un appel à diffusion spécifique et à une attestation de diffusion par chaque radio impliquée.
- La réalisation et la diffusion, en direct ou en différé, de plateaux radio ou de captations réalisés lors d'événements organisés ou soutenus par la Ville et la Métropole. Chaque événement fera l'objet d'un appel à participation distinct.

4.2 Chantier "Mémoire et patrimoine"

Ce chantier vise à constituer une mémoire sonore des quartiers, de la Ville et de la Métropole de Montpellier. Il s'agira d'explorer des moments historiques, des traditions locales, des spécificités patrimoniales mais aussi éclairer sur les grandes figures qui ont marqué la Ville de Montpellier et les trente autres communes de la métropole à travers les âges. Les émissions auront pour objectif d'inciter les habitants à découvrir ou redécouvrir leur territoire. Elles pourront être utilisées à des fins de développement touristique de la Ville et de la métropole.

Après concertation entre les parties et appels à productions, un programme annuel de valorisation auprès des publics d'une ou plusieurs de ces collectes sera engagé.

Le chantier comprendra les phases suivantes :

- Ecriture d'un découpage prévisionnel en « épisodes »,
- Recherches en lien avec les services patrimoine de la Ville et de la métropole,
- Reportages ou collectes d'archives avec indexation des contenus,
- Bilan et actualisation du découpage,
- Production des épisodes,
- Masterisation et diffusion (FM + podcasts).
- Éventuelles productions dérivées (coffrets, etc...)

Chaque radio pourra y contribuer à son niveau de disponibilité.

Chaque chantier sera coordonné par une radio distincte.

Le bon à diffuser appartiendra à la Ville ou la Métropole. Les programmes pourront être diffusés librement sur tous supports multimédias de la Ville, de la Métropole et des communes qui la composent (sites internet, bornes multimédias, applications tablettes ou smartphones...)

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

4.3 Magazines d'actualité

Dans le cadre d'un appel à projet, un collectif regroupant tout ou partie des radios associatives se constituera pour produire et diffuser, à périodicité régulière, deux magazines d'actualité consacrés respectivement à la Ville et à la Métropole et d'une durée unitaire à définir.

Les thèmes traités privilégieront : la citoyenneté, le dialogue interculturel et le vivre ensemble, l'environnement, le développement durable, la santé, le sport, le tourisme.

Le sommaire de chaque édition sera arrêté lors de comités de rédaction réunissant les services de la Ville ou de la Métropole, l'Animateur Fédéral et le Rédacteur en Chef issu à tour de rôle de chacune des radios associatives participantes. Ce dernier assumera la pleine responsabilité éditoriale du magazine.

4.4 Démocratie participative

Dans le cadre d'appels à projets, les radios associatives retenues produiront et diffuseront, à périodicité régulière, des magazines sur la thématique de la Démocratie Participative et d'une durée unitaire à définir.

Le bon à diffuser appartiendra à la Ville ou la Métropole.

ARTICLE 5. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2018

5.1 Dispositions générales

Les événements, manifestations, séries et messages concernés seront déterminés par le programme d'actions annuel et dans le cadre d'un Comité de Pilotage où chaque signataire sera représenté. Ils y seront proposés par la Ville et la Métropole, après concertation avec les radios associatives et leur Fédération. Par ailleurs, la Ville et la Métropole formuleront, selon les sujets et les événements concernés, un ensemble de prescriptions pour la mise en œuvre de ce programme.

La Fédération s'engage à confier à la FRANC-LR le soin de lancer, tant que celle-ci ne sera pas dissoute, ou à lancer elle-même, au-delà, des appels à projet pour chacune des actions. Un Comité de Suivi, où la Ville, la Métropole, chaque radio signataire et leur fédération seront représentés, assisté de l'animateur fédéral, s'engage à répartir équitablement les productions entre les radios associatives adhérentes qui souhaitent y contribuer.

5.2 Diffusion et valorisation auprès des publics

Les productions réalisées dans le cadre de ce programme seront mises à disposition des radios et du public à partir, notamment, du site web de la FRANC-LR et de l'ARRA, de tout portail numérique qui lui serait spécifié par la Ville ou la Métropole. Cette liste n'est pas exhaustive.

Elles seront libres de droit pour une utilisation privée. Pour un usage public, elles seront soumises aux obligations de la licence Créative Commons selon les modalités suivantes : utilisation non commerciale, citation des auteurs, respect de l'intégrité de l'œuvre, déclaration de diffusion à la SCAM (Société civile des Auteurs Multimédia) où elles seront déposées par leurs auteurs.

ARTICLE 6 . MOYENS MOBILISÉS SUR LE PARTENARIAT 2016-2018

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

6.1 Soutien au fonctionnement des radios associatives et de leur Fédération

6.1.1 Subvention financière

Considérant que leurs actions contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de communication sociale de proximité et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier décide de soutenir le fonctionnement des radios associatives et de leur Fédération en leur allouant, sur toute la durée de la présente convention, une enveloppe annuelle de subventions de 70.000 euros répartie comme suit : 8.000 euros versés à chacune des 8 radios et 6.000 euros à leur Fédération pour contribuer au bon fonctionnement de l'animation du programme d'action annuel.

A ce titre, les radios associatives et leur Fédération s'engagent :

- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par leurs soins en contactant le service de la Démocratie Participative et Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2015 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence la réalisation de leurs actions.

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander aux radios et à leur Fédération toute pièce justificative complémentaire jugée utile. Celles-ci s'engagent à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elles s'engagent en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) des radios associatives et de leur Fédération d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Enfin, les radios associatives et leur Fédération s'engagent à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

6.1.2 Subventions en nature

A ce jour la Ville de Montpellier met à la disposition de la Fédération des locaux, rue Hébert, dans des conditions assimilables à une subvention en nature valorisable à hauteur de 1065 € annuels.

La Ville et la Métropole rechercheront le moyen de loger dans des locaux municipaux ou métropolitains les radios qui en ont exprimé le besoin. Leur regroupement, avec la Fédération, en pôle inter-médias, avec partage des locaux mutualisables, pourra être envisagé.

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

6.2 Prestations relatives à la mise en œuvre du programme d'actions annuel défini à l'article 4.

Il est rappelé ici que les prestations ayant pour objet l'achat, le développement, la production ou la coproduction de programmes destinés à la diffusion et attribués par des éditeurs de services de communication audiovisuelle ou radiophonique sont exclues du champ d'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (article 14 14°) et de celui du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (article 1).

Dans le cadre du programme d'actions définis aux Articles 4 et 5 :

- la Ville s'engage à commander auprès des radios associatives parties à la présente des prestations à hauteur d'un montant global de 25 000 euros annuels.
- La Métropole s'engage à commander auprès des radios associatives parties à la présente des prestations à hauteur d'un montant global de 25 000 euros annuels.

Soit un montant global annuel de 50 000 euros annuels Ville – Métropole sur toute la durée de la présente convention.

Cette somme sera exclusivement affectée à la rémunération des radios associatives, à proportion de leur participation aux appels à production prévus aux programmes d'actions annuels et dans le respect des coûts de réalisation des projets prédéfinis.

ARTICLE 7 . DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin le 31 décembre 2018.

ARTICLE 8. RESILIATION

En cas d'inexécution ou manquement de la part de l'une ou l'autre des parties aux obligations prévues à la présente convention et après recherche d'un accord amiable, celle-ci sera résiliée par lettre en recommandé avec accusé réception (RAR) 1 (un) mois après une mise en demeure adressée dans les mêmes formes et restée sans effet pendant ce délai.

ARTICLE 9 -MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant conclu entre les parties, préalablement approuvé par la Ville ou la Métropole.

ARTICLE 10 . LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout litige auquel pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, fera l'objet d'une concertation entre les cocontractants avant d'être porté, le cas échéant, devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

**Pour L'ARRA et par
délégation de la FRANC-LR**

Pour Montpellier Méditerranée Métropole

Pour les radios associatives :

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT

1. Radio ☒
2. Radio ☒
3. Radio ☒
4. Radio ☒
5. Radio ☒
6. Radio ☒
7. Radio ☒
8. Radio ☒

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Les Amis du Musée Fabre Exposition Déluge de Barthélémy Toguo

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier porte une politique culturelle ambitieuse et particulièrement dans le domaine de l'art contemporain. Avec une offre de cinq lieux d'exposition dédiés, renforcée par le rayonnement du musée Fabre, Montpellier est aujourd'hui une place forte de l'art en France.

Le Carré Sainte-Anne est l'un des fleurons de cette politique culturelle. Avec plus de 140 000 visiteurs accueillis en 2015, l'espace d'art contemporain municipal se positionne parmi les lieux les plus visités de la région. Au titre de l'exposition *Déluge* de Barthélémy Toguo, la Ville de Montpellier souhaite s'appuyer sur l'expertise de l'association Les Amis du Musée Fabre pour son commissariat.

Une convention de partenariat est donc proposée aujourd'hui, dont les termes sont les suivants :

- Engagement de l'association Les Amis du Musée Fabre :

- l'écriture et pilotage du projet d'exposition ;
- l'encadrement de la production de l'exposition ;
- la supervision du montage et de la présentation au public de l'exposition ;
- la prise en charge financière des frais liés à l'édition du catalogue d'exposition pour un montant de 14 000 €.

- Engagement de la Ville de Montpellier :

- la prise en charge financière des frais de production, de communication, de montage de l'exposition, de transports et de l'organisation des événementiels du projet pour un montant estimé à 89 600 € (hors charges de personnel et de bâtiment) ;
- l'ensemble du suivi budgétaire du projet ;

- le suivi de la production de l'exposition ;
- le suivi éditorial du catalogue ;
- la conception et réalisation des supports de communication ;
- l'organisation du transport des œuvres ;
- La prise en charge de l'assurance des œuvres (politique du clou à clou)
- le montage technique de l'exposition ;
- l'organisation des évènements liés au projet (vernissage et journée spéciale).

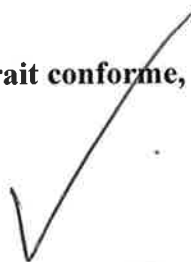
Cette convention implique également la mention du partenariat sur l'ensemble des supports de communication et publications édités par la Ville de Montpellier et les Amis du Musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Les Amis du Musée Fabre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET
L'ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE FABRE:

Déluge – Barthélémy Toguo

Carré Sainte-Anne – Du 22 juin au 6 novembre 2016 – vernissage le mardi 21 juin

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier:

Hôtel de Ville de Montpellier

1 Place Georges Frêche

34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 67 34 88 84 Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET: 213 401 72 20 1787 Code APE: 8411Z

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

Ci-après dénommé « L'ORGANISATEUR »

ET:

L'Association des Amis du Musée Fabre

Représentée par Edouard AUJALEU, président de l'association

2 bis, rue Montpellièret

34000 Montpellier

email : amf-asso@wanadoo.fr

tel 04 67 60 63 50

fax 04 67 66 41 19

Ci-après dénommé « LES AMIS DU MUSEE FABRE »

Préambule :

Grâce à une politique dynamique menée en faveur de l'art contemporain la Ville de Montpellier a su fidéliser un public nombreux autour de ses expositions gratuites et ouvertes à tous les publics ; expositions que la Ville de Montpellier continue à avoir à cœur d'organiser au Carré Sainte-Anne – espace d'art contemporain via sa Direction de la Culture et du Patrimoine.

Afin de mettre en œuvre une nouvelle exposition en ce lieu pour sa programmation de 2016, consacrée à l'œuvre de l'artiste Barthélémy Toguo, la Ville de Montpellier s'est associée aux Amis du Musée Fabre, selon les modalités et conditions stipulées par la présente convention. Edouard Aujaleu, Président de l'association, et Nicole Kerangueven, Vice-présidente de l'association, seront tous deux les commissaires de cette exposition. Cette convention constitue l'intégralité de l'accord entre les parties en présence, de sorte que seul un avenant à la présente convention respectant le parallélisme des formes pourra en modifier la teneur.

Vu le préambule,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention relative à l'exposition intitulée *Barthélémy Toguo. Déluge*, se déroulera dans le courant de l'année 2016 (du 22 juin au 6 novembre 2016 – vernissage le mardi 21 juin 2016) au sein du Carré Sainte-Anne sis : rue Philippy 34000 Montpellier.

Cette exposition sera conçue spécialement pour la Ville de Montpellier et se déroulera sous le commissariat spécial de l'association des AMIS DU MUSEE FABRE susvisé, elle aura également pour commissaire général Monsieur Numa Hambursin en charge de la direction artistique des expositions du Carré Sainte-Anne pour la période 2011 - 2016.

Entre sculptures, installations, peintures, aquarelles, gravures, photographies, vidéos ou encore happenings, l'œuvre de Barthélémy Toguo, né en 1967 au Cameroun, se révèle d'une richesse et d'une complexité inouïes, capable d'allier réflexion philosophique et portée formelle spectaculaire. Malgré son âge, il peut être considéré aujourd'hui comme l'un des artistes africains les plus importants et les plus reconnus dans le monde. Citant volontiers le Picasso de *Guernica* ou Martin Kippenberger, Barthélémy Toguo se veut un artiste contemporain préoccupé par les questions essentielles de notre temps : l'exil, les migrations, les échanges Nord-Sud, le racisme, les guerres ou la religion. A l'instar de « Rwanda 1994 », sa peinture prend souvent un caractère littéralement bouleversant qui, avec l'appui d'installations d'une justesse rare dans la parabole, devrait marquer Sainte-Anne de son empreinte.

Diplômé de l'Ecole Nationale supérieure des beaux-arts d'Abidjan, de l'Ecole supérieure d'Arts de Grenoble ainsi que de la Kunstakademie de Düsseldorf, Barthélémy Toguo a exposé dans les lieux les plus prestigieux du monde entier. Citons par exemple le Drawing Center de New-York en 2001, le Palais de Tokyo à Paris en 2004, le Mori Art Museum de Tokyo en 2006, le Centre Georges Pompidou à Paris en 2007, le Royal Museum de Bandjoun et la Fondation Gulbenkian de Lisbonne en 2010, le Musée de l'histoire de l'immigration en 2011, le Musée d'art moderne de Saint-Etienne en 2013. En 2015, il présente *Urban Requiem* à la Biennale de Venise.

Article 2 : Intervention des AMIS DU MUSEE FABRE :

Les AMIS DU MUSEE FABRE interviennent pour :

– L'écriture et pilotage du projet d'exposition, ce qui inclut :

- recherches scientifiques, rencontres et élaboration du projet d'exposition ;
- choix de l'artiste ainsi que de ses œuvres ;
- présentation du projet d'exposition aux différents acteurs de celle-ci et éventuels ajustements ;
- rédaction des contenus scientifiques de l'exposition et du catalogue dédié ;
- mise en place de la méthode de production avec les équipes ;
- transmission de la sélection définitive des œuvres au moins 3 mois avant le début de l'exposition.

– L'encadrement de la production de l'exposition :

- mise en contact des équipes avec les artistes requis et/ou les prêteurs des œuvres de ces derniers ;
- négociations des droits de reproduction et aide à la contractualisation ;
- contrôle et suivi des prêts d'œuvres ;
- conseils pour l'aménagement scénographique et l'équipement nécessaire à l'exposition projetée ;
- rédaction de contenus pour la promotion de l'exposition ;
- suivi actif de l'édition du catalogue en lien avec le prestataire choisi par l'ORGANISATEUR et le directeur artistique du Carré Sainte-Anne.

– **L'information et communication avec l'ORGANISATEUR :**

- transmission, *dans les 90 jours précédant le début de l'exposition (cf. al. 1 art.1)*, de la liste des œuvres sélectionnées, celles-ci devant être comprises entre 100 et 200 tirages, avec indication pour chacune d'elles de leurs dimensions ainsi que de leurs modalités d'exposition ;
- information écrite et verbale régulière et suffisante sur l'état d'avancement de la mission ;
- participation obligatoire à au moins deux réunions préparatoires à Montpellier ;
- participation active à toute action de médiatisation en amont et pendant l'exposition ;
- conseils en acquisition éventuelle pour la collection de la Ville.

– **Le déroulé de l'exposition :**

- participation à la mise en espace de l'exposition, à son vernissage et à une visite dédiée à la presse le jour-même ou le lendemain dudit vernissage ;
- validation des constats d'état des œuvres ;
- accueil des auteurs et professionnels invités.

- **La prise en charge financière du catalogue d'exposition** dans la limite d'une enveloppe de 14 000 € (quatorze mille euros). Le montant de la participation financière sera directement versée aux prestataires désignés par l'ORGANISATEUR.

Les AMIS DU MUSEE FABRE intervient dans le respect du secret professionnel le plus strict et en toute indépendance. Il s'engage à mener à son terme la tâche qui lui est confiée, conformément aux règles de l'art et de la pratique.

Il s'engage à remettre tout document nécessaire au bon déroulement de l'exposition ainsi qu'à sa mise en œuvre dans un délai raisonnable permettant leur exploitation dans de bonnes conditions.

Les AMIS DU MUSEE FABRE devra officiellement informer L'ORGANISATEUR de tout événement, incident, imprévu dès qu'il en a connaissance.

Les AMIS DU MUSEE FABRE s'engage à valoriser le partenariat avec la Ville de Montpellier sur l'ensemble des documents de communication et publication qu'il éditera à l'occasion de cette exposition.

Article 3 : Intervention de L'ORGANISATEUR :

L'ORGANISATEUR s'engage à apporter tous les moyens dont il dispose aux AMIS DU MUSEE FABRE afin que celui-ci puisse mener à bien sa mission. Un budget de 89 600 € est alloué à ce projet (hors charges de personnel et d'entretien du bâtiment).

L'ORGANISATEUR se tient à la disposition des AMIS DU MUSEE FABRE pour tous problèmes, questions qui surviendraient.

L'ORGANISATEUR se charge:

- de la prise en charge financière des frais de production, de communication, de montage de l'exposition, de transports et de l'organisation des évènementiels du projet ;
- de l'ensemble du suivi budgétaire du projet ;
- du suivi de la production de l'exposition ;
- du suivi éditorial du catalogue ;
- de la conception et réalisation des supports de communication ;
- de l'organisation du transport des œuvres ;
- de la prise en charge de l'assurance des œuvres (politique du clou à clou) ;
- du montage technique de l'exposition ;
- de l'organisation des évènementiels liés au projet (vernissage et journée spéciale).

Les AMIS DU MUSEE FABRE seront associés à chaque étape de la concrétisation du projet.

L'ORGANISATEUR s'engage à valoriser le partenariat avec Les Amis du Musée Fabre sur l'ensemble des documents de communication et publication liées à cette exposition.

Article 4 : Durée :

La présente convention prendra effet à sa signature en avril 2016. Son terme est fixé au 31 décembre 2016.

Article 5 : Résiliation :

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit.

Article 6 : Élection de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

Article 7 : Loi applicable :

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Article 8 : Litiges:

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seuls compétents.

Fait à, le

en deux exemplaires originaux

Le AMIS DU MUSEE FABRE :

Monsieur le Président
Edouard Aujaleu

L'ORGANISATEUR:

La Ville de Montpellier,
Le Maire

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / La Panacée – Centre de culture contemporaine et l'Aéroport Montpellier-Méditerranée dans le cadre de l'exposition estivale Terminal P

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de la programmation artistique et culturelle de la Ville de Montpellier, la Panacée, centre de culture contemporaine, présente une exposition du 18 juin au 28 août consacrée à l'Aéroport, dans ce qu'il a de concret, mais aussi dans la capacité qu'il a à développer un imaginaire particulier.

L'aéroport Montpellier Méditerranée s'est imposé comme un partenaire indispensable pour connecter l'activité artistique à une réalité de proximité. Il est donc proposé à cet effet la signature d'une convention de partenariat entre l'aéroport et la Ville de Montpellier.

Aux termes de ce partenariat, la Ville de Montpellier s'engage à :

- organiser, mettre en œuvre, et prendre en charge l'installation d'œuvres et / ou de performances au sein de l'aéroport, pour un montant maximum de 13 500 € TTC;
- organiser, mettre en œuvre et prendre en charge une ou des visites « artistiques » de l'aéroport, pour un montant maximum de 5 500 € TTC ;
- mentionner le partenariat avec l'Aéroport Montpellier Méditerranée dans tous ses documents de communication.

L'aéroport Montpellier Méditerranée s'engage à :

- mettre à disposition gracieusement les espaces ciblés de l'Aéroport pouvant accueillir une œuvre, une performance, ou une présentation (pédagogique ou informative) de l'exposition Terminal P ;
- faciliter le travail des services de La Panacée au titre de ce projet ;
- favoriser la relation et la communication entre les artistes en résidence sur un projet d'étude de l'écosystème aéroportuaire avec les services de l'aéroport ;

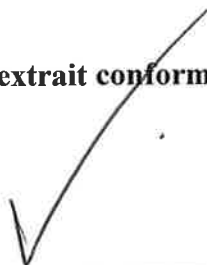
valoriser de façon générale les actions mises en place au titre de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de dire que les crédits correspondants aux dépenses impliquées par ce partenariat sont inscrites au Budget 2016 de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de partenariat avec l'aéroport Montpellier Méditerranée Métropole, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A large, handwritten checkmark or signature in black ink, slanted upwards from left to right.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT
LA PANACEE, VILLE DE MONTPELLIER / AEROPORT MONTPELLIER MEDITERRANEE
EXPOSITION TERMINAL P

Entre :

VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

LA PANACEE – Centre de culture contemporaine - Montpellier

Adresse : 14, rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787

N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté Philippe Saurel, Maire de la Ville de Montpellier

Ci-après dénommé "LA PANACEE", d'autre part

Et

AEROPORT MONTPELLIER MEDITERRANEE

Siège social : CS10001 34137 Mauguio Cedex

Lieu d'activité : CS10001 34137 Mauguio Cedex

SIRET : 50836415500012

N° de TVA intracommunautaire : FR83508364155

Code APE : 5223Z

Représenté par Monsieur Emmanuel BREHMER, Président

Ci-après dénommé AMM, d'autre part

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIV

Dans le cadre de la programmation des expositions de LA PANACEE, Franck Bauchard, commissaire de l'exposition estivale 2016 propose une exposition consacrée à l'aéroport :

« Par les logiques superposées de la surveillance et de la mobilité, du commerce et du départ, du local et du global, l'aéroport suscite pour le voyageur des expériences à la fois inédites et informulées. Il se constitue en laboratoire furtif de nos vies contemporaines où l'eau minérale est suspecte et dont les protocoles s'étendent à d'autres lieux, comme les grands magasins ou les musées. Il est à la fois familier et opaque, hyper-surveillé et vulnérable. Alors que les aéroports sont très difficilement saisissables comme un tout pour le voyageur, tels des lieux ou non-lieux aux ramifications incertaines, l'exposition **Terminal P** interrogera d'abord les aéroports comme construction culturelle, comme infrastructure ordinaire de la globalisation où se juxtaposent dans un milieu régulé par un ensemble de technologies tourisme et surveillance, migration et commerce, terrorisme et art... Les catégories abstraites de la globalisation ici s'enchevêtrent et se concrétisent dans une architecture, des espaces, des circulations, des flux qui semblent appeler à notre propre transformation dans sa virtualité. »

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : CADRE ET OBJECTIFS DU PARTENARIAT

La thématique de l'exposition estivale de **LA PANACEE** a naturellement conduit à un rapprochement avec l'**Aéroport Montpellier Méditerranée**.

Le Partenariat permettra en effet de croiser les publics de nos deux lieux, d'intégrer une dimension artistique au sein même de l'Aéroport de Montpellier, de valoriser l'Aéroport au sein de l'exposition, et d'accueillir mutuellement des actions spécifiques liées à la thématique.

ARTICLE 2 : DUREE ET LIEU

L'exposition *TERMINAL P* se tiendra du 17 juin au 28 août 2016 à La Panacée, Centre d'Art Contemporain de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'AMM

L'AMM s'engage à autoriser et faciliter l'accueil d'un ou plusieurs artistes pour des visites et événements qui auront lieu à l'aéroport, en dehors de la zone critique. Artistes et dates pressenties : performance de Jasmina Cibic, *Welcome Tourists (Ifeel Love)* le samedi 18 juin à 11h / visite de Zeno Franchini et Francesca Gattello le 24 juillet / Visite performative de Superamas le 7 août.

L'AMM s'engage à collaborer avec Zeno Franchini et Francesca Gattello en résidence à **LA PANACEE** pour réaliser une œuvre autour du thème de l'environnement écologique des aéroports.

L'AMM s'engage, de façon générale, à soutenir et valoriser l'exposition et ses actions, par le biais d'éléments de communication, et la mise à disposition d'espaces d'accrochage (hors zone critique et tels que désignés par l'AMM) qui permettront d'installer des panneaux ou images en rapport avec l'exposition (œuvres et/ou documentation de présentation ou pédagogique).

Œuvres installées à l'aéroport :

- An Te LIU, né en 1967, Taiwan
Eros, 2013 - Caisson lumineux - 193,7 x 20,3 x 66cm
Courtesy de l'artiste et de la Galerie Division
- Richard BAKER, né en 1959, Royaume-Uni
A Week at the Airport: A Heathrow Diary, 2009 - Série de photographies, dans le cadre de la résidence d'Alain de Botton à l'aéroport d'Heathrow (Londres)
Young boy leaps across water fountains at Heathrow Airport
Family welcome home balloon at Heathrow Airport
Scouts wearing kilts in departures at Terminal 5 Heathrow Airport
Posting last-minute letter in T5 Heathrow Airport
Funeral flowers and passenger in departures at Heathrow
Heathrow Airport security body search
British Airways jetty operator edges towards 747 arrival
Heathrow Airport's terminal 5 at dusk
Lovers say farewell at Heathrow Airport
British Airways security guard beneath 747
50 x 75 cm chaque
Courtesy de l'artiste
- Zeno FRANCHINI et Francesca GATTELLO, nés en 1989 et en 1986, Italie
Migropoli, 2016 - Installation in situ
Résidence de production de La Panacée, Centre d'Art Contemporain Ville de Montpellier

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA PANACEE

LA PANACEE s'engage à organiser et prendre en charge :

- le transport, la couverture d'assurance, et l'installation des œuvres à l'AMM ;

- l'accueil et l'accompagnement des artistes qui interviendront à l'AMM (visité point de vue, performance, résidence) ;
- l'installation éventuelle de panneaux / images ponctuant les espaces disponibles et agréés de l'AMM en rapport avec l'exposition.

LA PANACEE s'engage à mettre à disposition de l'AMM un espace présentant le projet artistique commissionné par ses soins dans le cadre de son 70eme anniversaire et de la valorisation de sa page facebook. Ce projet artistique a été confié par l'aéroport à Milan Tutunovic.

LA PANACEE s'engage à mentionner le partenariat avec l'AMM dans tous les documents de communication de l'exposition *Terminal P*.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'AMM met à disposition des espaces gracieusement.

LA PANACEE s'engage à prendre en charge la mise en œuvre des projets ciblés sur l'aéroport dans le cadre des lignes de crédit qui lui ont été affectées en 2016.

ARTICLE 6 : DIFFUSION ET COMMUNICATION

LA PANACEE et **L'AMM** s'engagent à communiquer sur le partenariat en indiquant dans tous ses documents la mention suivante :

« *TERMINAL P*, La Panacée, Centre d'Art Contemporain de la Ville de Montpellier en partenariat avec l'Aéroport Montpellier Méditerranée » et en intégrant le logo de la Ville de Montpellier, de **LA PANACEE**, et celui de **L'AMM**. La diffusion de l'information passera aussi bien par le réseau de diffusion de **LA PANACEE** que par celui de **L'AMM**.

ARTICLE 7 : ANNULATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

Annulation du contrat

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure. Toute annulation d'une décision, du fait, ou d'une incapacité dont l'une des parties serait responsable entraînerait, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité dont le montant sera calculé au prorata du temps et du travail réalisé par le commissaire / du préjudice subi par la Ville de Montpellier.

Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de ce présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...).

En trois exemplaires originaux

LE PARTENAIRE:

L'AMM
Emmanuel Brehmer, Président

L'ORGANISATEUR :

LA VILLE DE MONTPELLIER
Philippe Saurel, Le Maire

Fait à
le

Fait à
le

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Autorisation d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication, Service Interministériel des Archives de France) pour l'acquisition d'un manuscrit hébreu du XVe siècle pour les Archives municipales : Commentaires d'Alfasi sur le Talmud par Jonathan ben David Ha-Kohen .

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2015/525 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a approuvé l'acquisition d'un manuscrit hébreu du XVe siècle pour les Archives municipales : le Commentaire d'Alfasi sur le Talmud par Jonathan ben David Ha-Kohen de Lunel.

Le montant de l'acquisition de ce manuscrit auprès de la Société des Manuscrits des Assureurs de France s'est élevé à 36 000 €.

Compte tenu de l'importance de ce manuscrit qui atteste de l'exceptionnelle fécondité intellectuelle du judaïsme languedocien aux XIIe et XIIIe siècles, établi principalement dans les villes de Lunel et de Montpellier, il est proposé au Conseil municipal de solliciter le Ministère de la Culture, Service interministériel des Archives de France pour l'obtention d'une subvention.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès du Ministère de la Culture, service interministériel des Archives de France ;
- De dire que le montant de la subvention sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, fonction 903.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Exonération de frais de publication de documents d'archives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame Sabine Teulon-Lardic, docteur en musicologie, effectue depuis 2006 des recherches sur l'opéra-comique et les concerts à Montpellier aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. En décembre 2013, elle a contribué au numéro 35 du Bulletin historique de la Ville de Montpellier en proposant un article intitulé *Harmonies, fanfares et orphéons à Montpellier (1850-1914) vers une pratique culturelle citoyenne*. Elle est l'auteur d'un ouvrage publié en 2014 aux éditions Symétrie, Lyon, *Inventer le concert public à Montpellier : La Société des concerts symphoniques (1890-1903)*.

Elle souhaite aujourd'hui utiliser cinq documents des Archives municipales pour illustrer deux articles à paraître dans les *Mémoires de l'Académie de Nîmes : Les Noces de Figaro de Mozart remaniées par Castil-Blaze au Théâtre de Nîmes (1818) ou les imbroglis d'un transfert culturel* et dans les *Etudes héraultaises : Entre mutualisme et diffusion musicale, la Mutuelle des Musiciens de Montpellier (1910-1914)*.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2015/557 du 17 décembre 2015 le montant des droits de publication de ces cinq documents s'élève à 125 € TTC.

Monsieur Alain Bimar, effectue des recherches sur sa famille et sur l'histoire des transports à Montpellier. La famille Bimar, originaire de Grenoble est installée à Montpellier depuis la fin du XVII^e siècle où elle a fondé au XIX^e siècle une entreprise de messagerie la « Compagnie des Messageries et diligences du Midi ». Il souhaite aujourd'hui utiliser des documents d'archives pour illustrer un ouvrage à paraître : *La Babote et ses diligences*. Imprimé à compte d'auteur cet ouvrage destiné d'abord aux membres de sa famille, à ses amis et aux institutions - Archives Municipales et Musée du Vieux Montpellier notamment - qui ont mis des documents à sa disposition des documents et sera également diffusé dans des librairies locales.

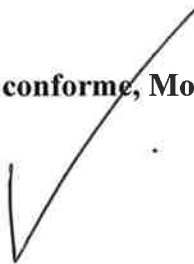
Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2015/557 du 17 décembre 2015, le montant des droits de publication de ces cinq documents s'élève à 125 € TTC.

Compte tenu de l'intérêt de ces publications, il est proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Madame Sabine Teulon-Lardic et Monsieur Alain Bimar du montant des droits de publication ;
- de considérer ces exonérations comme des subventions en nature, qui seront à ce titre inscrites dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A large, stylized handwritten checkmark or signature mark, likely representing the official signature of the Mayor.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Partenariat d'éducation et de prévention routière Signature d'une convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Former très tôt les enfants aux risques routiers permet aussi d'attirer l'attention des parents sur ces questions. Découvrir dès le plus jeune âge que la route est à partager, c'est acquérir des comportements qui permettent de se protéger des dangers de la circulation et de prendre en compte les autres usagers de la route.

Dans ce contexte, la police municipale de Montpellier conduit des actions en matière de prévention routière en direction du public scolarisé au sein des écoles primaires de la ville. La finalité recherchée est avant tout d'améliorer le civisme routier, le respect des règles dès le plus jeune âge et d'endiguer l'insécurité routière.

Ces formations sont dispensées de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont sanctionnées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique «vélo » est réservée aux classes de CM2.

Pour mener à bien ces actions de prévention, la police municipale a développé un partenariat avec l'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault et l'association Mas des Moulins. L'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault propose son matériel, ses différents supports pédagogiques et la mobilisation de ses bénévoles.

L'association Mas des Moulins, située au 2452 avenue du Père Soulas met à disposition sa piste d'éducation routière, une salle d'accueil et un plateau sportif.

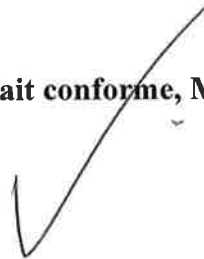
Ainsi, une convention est proposée par la ville pour déterminer les modalités de ce partenariat qui permettra d'inscrire les actions de prévention routière sur une piste d'éducation routière dédiée, en contrepartie d'une participation annuelle aux frais d'entretien de l'équipement.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- de prélever la participation financière annuelle de 1500 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Direction Réglementation et Tranquillité Publique, chapitre 921
- d'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Convention de partenariat d'éducation et prévention routière

Entre

La ville de Montpellier,

Représentée par Philippe Saurel, agissant en qualité de Maire de la ville de Montpellier

L'association Mas des Moulins,

Représentée par Anne-Marie FORT, en sa qualité de Présidente de l'association Mas des Moulins

L'association de Prévention Routière - Comité de l'Hérault,

Représentée par Pierre Mutel, en sa qualité de Directeur départemental

PREAMBULE

La police municipale de Montpellier conduit des actions en matière de prévention routière en direction du public scolarisé au sein des écoles primaires de la ville.

Ces interventions se déroulent tout au long de l'année scolaire, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire.

Elles s'organisent à partir de présentations pédagogiques auprès de chaque classe et sont sanctionnées par l'obtention d'un passeport piéton attribué à chaque élève ayant obtenu la moyenne à l'occasion d'une épreuve écrite finale.

Ces actions sont valorisées à l'issue de chaque année scolaire, par une finale municipale et départementale mobilisant les 6 premiers lauréats de la commune.

Pour ce faire, la police municipale organise son intervention tout au long de l'année et lors des épreuves, en coopération avec :

- l'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault qui propose son matériel, ses différents supports pédagogiques et la mobilisation de ses bénévoles pour les finales municipale et départementale
- l'association Mas des Moulins qui met à disposition sa piste d'éducation routière, une salle d'accueil et un plateau sportif.

Ces trois partenaires, conviennent ce qui suit :

Art 1 :

L'association Mas des Moulins met à disposition de l'association Prévention Routière - comité de l'Hérault et de la ville de Montpellier :

- la piste d'éducation routière pour y effectuer des séances d'initiations à la circulation routière ;
- un plateau sportif ;
- un local de stockage du matériel utilisé par la prévention routière et la ville de Montpellier, clos, couvert et sécurisé ;

- une salle pour y assurer les cours théoriques d'éducation routière pouvant abriter 50 élèves (en fonction de la disponibilité des salles).

Art 2 :

Les animations et accueil des élèves scolarisés de la ville de Montpellier sont assurés par la police municipale de Montpellier en coordination avec les enseignants et les délégués de l'association de Prévention Routière – comité de l'Hérault.

Art 3 :

Les matériels et équipements (vélos, casques, plots, planche à bascule,...) sont pris en charge par l'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault (fourniture, entretien et remplacement).

Art 4 :

L'entretien de la piste d'éducation routière et de ses abords, des espaces verts, des zones de stationnement sont à la charge de l'association Mas des Moulins, propriétaire des lieux.

Art 5 :

La ville de Montpellier versera à l'association Mas des Moulins une participation annuelle aux frais d'entretien et de fonctionnement de la piste et de ses abords d'un montant de 1500 euros.

Art 6 :

L'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault, en lien avec les équipes de la police municipale et du centre d'animation, organisera des séances d'initiation à la circulation routière au profit des jeunes de la « Maison d'enfants » de l'association Mas des Moulins afin de permettre aux enfants du secteur scolarisés en primaire de construire des références théoriques et pratiques pour la conduite des cycles.

Ces séances se dérouleront le mercredi après-midi, une fois par trimestre, sous la forme de trois interventions de 1h30. Le planning sera établi entre les intervenants et l'association Mas des Moulins en début d'année scolaire.

Art 7 :

L'association Prévention Routière – comité de l'Hérault s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour la couverture :

- des risques locatifs Incendie et dégâts des eaux ;
- du contenu sur le site ;
- de sa responsabilité civile pour l'utilisation du site.

Art 8 :

L'association du Mas des Moulins mettra chaque année à la disposition de la Prévention Routière - comité de l'Hérault et de la ville de Montpellier, le site, pour l'organisation des opérations suivantes :

- Finale de la ville de Montpellier (courant juin)
- Challenge départemental d'éducation routière

Les besoins en salles et les dates seront confirmés trois mois à l'avance.

Art 9 :

Cette présente convention est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction. En cas de résiliation, la convention devra être dénoncée avec un préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en trois exemplaires,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Le Maire de Montpellier

Pour l'association Mas des Moulins

La Présidente

Anne-Marie FORT

Pour l'association Prévention Routière

Comité de l'Hérault

Le Directeur départemental

Pierre MUTEL

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique porteuse du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisateur des crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 12 janvier 2016 (délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2016, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Programme de réussite éducative Ville de Montpellier

CONVENTION de FINANCEMENT 2016

ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES ECOLES

ENTRE

La Mairie de la Ville de Montpellier

Représentée par M. Philippe Saurel, Maire,

ET

La Caisse des Ecoles de la Ville de Montpellier

Représentée par Mme Isabelle Marsala, Adjointe au Maire déléguée à l'éducation, Vice-présidente de la Caisse des Ecoles

Préambule

La Caisse des Ecoles de la Ville de Montpellier est la structure juridique porteuse du Programme de Réussite éducative (PRE), conformément aux dispositions de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 et au plan de cohésion sociale (programme 15 et 16). Elle mutualise les financements provenant de l'Etat (BOP 147) et de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre ses actions.

Le PRE s'inscrit dans le cadre des dispositifs de la Politique de la ville, visant à réduire les inégalités éducatives et sociales entre les quartiers populaires et les autres territoires de la ville. Il s'adresse aux enfants de 3 à 16 ans, présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaires, éducatifs, sociaux ou sanitaires et habitant les territoires prioritaires. Il cherche à appréhender la situation de ces enfants dans sa globalité, en prenant notamment en compte leur environnement social et familial, afin de leur proposer un parcours éducatif prenant en compte la singularité de leur situation. Le PRE donc des modes d'intervention individualisés, inscrits dans des parcours éducatifs personnalisés.

La Caisse des Ecoles est hébergée par la Ville de Montpellier. Pour fonctionner, elle utilise des ressources municipales (fournitures administratives, matériel informatique, téléphonie, service d'affranchissement, véhicule de service...). La Ville met également à disposition de la Caisse des Ecoles des agents municipaux qui accompagnent les enfants inscrits dans les parcours de réussite éducative.

Il appartient au comité de gestion de la Caisse des Ecoles de déterminer et de chiffrer les besoins annuels du PRE en la matière.

Une convention doit être signée entre les deux parties afin de décliner d'une part et de manière exhaustive les interventions qui peuvent être proposées aux personnels de la Ville de Montpellier et de prévoir d'autre part, les modalités de remboursement par la caisse des écoles à la Ville du coût de l'utilisation de ces ressources.

Il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de remboursement annuel par la caisse des écoles à l'égard de la Ville, des rémunérations que cette dernière a versé aux agents intervenant dans le cadre du Programme de Réussite Educative, ainsi que des prestations que la Ville a mis à sa disposition pour son fonctionnement.

ARTICLE 2 : DEPENSES CONCERNES

Les dépenses concernées par ce remboursement sont :

- les fournitures, la mise à disposition de véhicules de service, la mise à disposition et la maintenance du matériel informatique et de téléphonie, les frais de téléphonie et d'affranchissement ainsi que le loyer du local mis à disposition, liés au fonctionnement administratif et à la coordination du programme de réussite éducative pour un montant annuel de 15 530 € ;
- la mise à disposition de locaux scolaires pour les activités menées par le PRE (Coup de Pouce, Ateliers Malins CP, ateliers théâtre) pour un montant annuel de 14 685 € ;
- la mise à disposition de 15 cartes « été jeune » donnant accès à différentes activités pour un montant annuel de 375 € ;
- les dépenses de personnel visées à l'article 3 pour un montant annuel de 99 410 €.

En fonction de l'évolution du programme, les types d'intervention concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux interventions concernées par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 : PERSONNEL CONCERNE

Le personnel concerné par ce remboursement de rémunération est constitué :

- des animateurs ou des enseignants vacataires ainsi que des animateurs titulaires encadrant et animant des « Ateliers Malins CP » dans différentes écoles de la ville en quartier Politique de la Ville pour un montant annuel de 49 424 € ;
- des Responsables Secteur Animation, pour la coordination des « Ateliers Malins CP » et des suivis PRE dans les différentes écoles en quartier Politique de la Ville pour un montant annuel de 10 796 € ;
- d'un animateur titulaire intervenant pour soutenir l'intégration scolaire des élèves de CP de l'école Frédéric Bazille pour un montant annuel de 9 790 € ;
- d'un agent administratif de la ville à temps plein mis à disposition de la Caisse des Ecoles pour un montant annuel de 29 400 € ;

En fonction de l'évolution du programme, la mobilisation des personnels pourra être modifiée. Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

La caisse des écoles s'engage, en fin d'exercice budgétaire et à réception du titre de recettes établi par la Ville, à rembourser la totalité des sommes engagées au titre des rémunérations annuelles mentionnées dans les articles 2 et 3, ainsi que des prestations, services et mise à disposition énoncés à l'article 2 de la présente convention.

Ainsi, il convient de noter que le remboursement sera effectué, une fois par an, sur la base du service fait.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016. Elle est conclue pour une durée d'un an.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée, en cours d'exécution, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée sur accord amiable des parties, après autorisation de leurs assemblées délibérantes respectives.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant résulter de l'interprétation ou de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires.

**Pour la Caisse des Ecoles Publiques,
Représentée par sa vice-présidente,**

Mme Isabelle MARSALA

**Pour la Ville de Montpellier,
Représentée par son Maire,**

M. Philippe SAUREL

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Ajustements aux attributions de subventions pour des projets associatifs d'activités périscolaires.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 166 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires.

Il convient maintenant de réaliser des ajustements pour s'adapter à la capacité des associations de mettre effectivement en place les projets prévus.

1/ Annulations de subventions :

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne pourront pas être réalisés tels que prévus par la délibération du 28 Avril. En conséquence, il convient d'annuler les projets suivants :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
	CODES	Projet contes	2700
6541	Association Méamuse	Alimentation saine et durable	1000
	Total		3700

2/ Attributions de subventions :

Afin de compenser les quelques projets annulés et au-delà de répondre aux besoins des écoles dans le cadre des provisions disponibles, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public AD PEP 34	Animation des TAP	18600

6525	Art et Transformation	Témoin de vie	2500
5727	Association En Jeux	Utiliser le jeu de société	7450
6017	La Vie en Danse	Atelier de chant musique du monde	5400
6541	Association Miamuse	Alimentation saine et durable	1000
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour Tous Hôpitaux Facultés	2000
5305	La Maison Théâtre	Théâtre et égalité filles et garçons	1400
6150	M(art)mot	Initiation à l'archéologie	2600
4144	MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	9300
1783	Octopus expression	Théâtre patrimoine et citoyenneté	3400
3921	Paroles vivantes	Ateliers d'écriture	6000
38	Radio Aviva	Initiation à la radio	6750
950	Méditerranée Métropole UC Natation	Activité natation périscolaire	1500
1949	Association Théâvida	Arts visuels d'Amérique Latine	2200
1225	Montpellier Méditerranée Futsal	Activités périscolaires	7900
	Total		78000

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- de prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET D'ACTIVITES SUR DES TEMPS PERISCOLAIRES

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier a lancé un appel à projets pour inviter les associations qui le souhaitent à proposer un projet d'activités destiné aux enfants inscrits à des temps périscolaires gratuits, organisés dans les écoles municipales les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 16h00 à 17h30.

Ces projets d'activités ont vocation à s'inscrire dans les objectifs suivants :

- Contribuer à lutter contre les inégalités et l'échec scolaire en offrant au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires variées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte ou l'initiation des enfants des écoles à des activités sportives ou culturelles.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Le partenariat prévu par la présente convention s'inscrit dans le cadre des objectifs et des modalités de fonctionnement des Accueils de Loisirs Périscolaires tels que définis par la DDCS et la CAF.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV, ENTRE :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération de la.....

Et :

La structure bénéficiaire....., représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre des objectifs décrits dans l'appel à projets, l'association a présenté une proposition de réalisation d'activités périscolaires

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions de réalisation par l'association du projet d'activités périscolaires qu'elle a présenté
- les modalités du soutien financier et organisationnel apporté à l'action par la Ville de MONTPELLIER

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION MUNICIPALE :

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de l'association correspond aux objectifs de l'appel à projets et contribue au développement de la politique de la ville en matière de réussite éducative et présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier à hauteur deeuros.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

1. Les modalités de mise en œuvre du projet :

L'association s'engage à mettre en œuvre sa proposition d'activités périscolaires dans le(s) secteur(s)

.....
où elle assurera l'organisation et la prise en charge des enfants pendant séances d'activités périscolaires (1h30 par séance) sur la base du planning annuel défini par le responsable des accueils périscolaires.

Elle s'engage à réaliser le projet tel que décrit dans la fiche projet en veillant particulièrement au respect des objectifs éducatifs et des modalités d'organisation qu'elle a défini.

L'association fournira l'ensemble des matériels nécessaires à la réalisation de son projet et veillera au strict respect des locaux utilisés qui devront être rangés après usage.

2. Les intervenants

L'association réalisera l'activité qu'elle propose sous sa pleine responsabilité, avec le concours d'un ou plusieurs intervenants formés et habilités à prendre en charge de façon autonome des groupes d'enfants, sur la base des taux d'encadrement et des qualifications prévus par les textes réglementaires.

En cas d'empêchement du ou des intervenants prévus, l'association s'assurera de leur remplacement afin d'assurer la continuité du projet engagé.

3. La coordination avec le responsable des accueils périscolaires

L'action proposée par l'association s'inscrit dans une cohérence avec le projet pédagogique élaboré par le responsable des accueils périscolaires (RALAE) qui définit, pour chaque groupe scolaire, l'ensemble des activités périscolaires ainsi que la répartition des groupes d'enfants entre les diverses activités.

En conséquence, l'intervenant associatif respectera le cadre dévolu à son action (définition des lieux et des groupes d'enfants notamment). Il veillera à ce que son action s'intègre au projet global et, le cas échéant, procédera aux ajustements nécessaires demandés par le RALAE.

4. L'évaluation du projet

Le projet fera l'objet, tout au long de son déroulement, d'une vérification de son adéquation avec le public concerné et du respect des objectifs éducatifs. A la fin de l'année scolaire, l'association présentera un bilan d'activité qui permettra de mesurer la pertinence et l'efficacité du projet.

ARTICLE 4 - DUREE ET CADUCITE DE LA SUBVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2016-2017 (septembre 2016 à juin 2017).

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original (Pièce 1) et du RIB de la structure (Pièce 2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%), à la fin de la réalisation du projet sur présentation des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux comptes,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION ET ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention dans le respect de ses engagements définis à l'article 3,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 5,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative et Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE

En plus des pièces listées à l'article 5, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

ARTICLE 8 : DEVOIR D'INFORMATION

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

ARTICLE 9 : RESILIATION ET CAS DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

ARTICLE 10 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale et Directrice des Services départementaux de l'Education nationale de l'Hérault informe la Ville que compte-tenu des effectifs scolaires et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (C.D.E.N) réunis le 8 mars 2016, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Madame la Directrice Académique des services de l'Education nationale demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES

Ouverture de postes dans les écoles Primaires

Ecole F.MITERRAND :	ouverture du 6 ^{ème} poste en maternelle
Ecole W.CHURCHILL :	ouverture du 10 ^{ème} poste en élémentaire (confirmation)
Ecole O. DE GOUGES :	ouverture du 10 ^{ème} poste en élémentaire (fléchée occitan)
Ecole SCHOELCHER :	ouverture du 9 ^{ème} poste en élémentaire
Ecole L Van BEETHOVEN :	ouverture des 6 ^{ème} et 7 ^{ème} postes en élémentaire
Ecole A.MALRAUX :	ouverture des 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} postes en maternelle et des 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} postes en élémentaire. (4 postes confirmés sur les 6 créations).

Soit l'ouverture de 12 postes

Ouverture de postes dans les écoles élémentaires

Ecole M SEVIGNE :	ouverture du 6 ^{ème} poste
Ecole L. ARMSTRONG :	ouverture du 11 ^{ème} poste.

Ecole F. RABELAIS :	ouverture du 14 ^{ème} poste (fléché chinois)
Ecole A.BALARD :	ouverture du 9 ^{ème} poste
Ecole ROOSEVELT :	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole LANGEVIN :	ouverture du 7 ^{ème} poste.

Soit l'ouverture de 6 postes

Fermetures de postes dans les écoles primaires :

Ecole FRANCK/DICKENS : fermeture d'un poste en école primaire

Création de postes Plus de maîtres que de classes :

Ecole M.BLOCH	ouverture d'un poste
Ecole S SENGHOR	ouverture d'un poste
Ecole LOUVILLE	ouverture d'un poste
Ecole BOLIVAR	ouverture d'un poste
Ecole DIDEROT	ouverture d'un poste
Ecole SAVARY	ouverture d'un poste
Ecole O. DE GOUGES	ouverture d'un poste

Fusion de deux écoles élémentaires :

Ecole Dante ALIGHIERI et l'école SUN YAT SEN (10 classes)

Sections internationales Anglais :

Ecole DELTEIL :	transformation d'une classe déjà existante.
Ecole BAUDELAIRE :	transformation d'une classe déjà existante.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique et d'animateur en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

Après étude il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable aux 18 ouvertures de classes ;
- d'émettre un avis défavorable à la fermeture d'une classe à l'école Franck/Dickens ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Extension et Réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'école maternelle Pape Carpentier abrite 8 classes depuis plusieurs années, alors qu'elle est conçue pour 6 seulement. Elle est donc actuellement en déficit de locaux car les classes supplémentaires sont prises sur certaines fonctions de l'école qui ont dû être supprimées ou réduites : salle de motricité déportée à 150m de l'école, dortoirs insuffisants, réfectoire trop petit et manque de locaux annexes (bureaux du personnel) entraînant des dysfonctionnements.

Par ailleurs, l'observatoire démographique scolaire fait apparaître un besoin sur ce secteur (y compris Petit Bard) d'une classe maternelle supplémentaire en 2021, de deux en 2022 et de trois à partir de 2024.

Au cours du 1^{er} trimestre 2016, une opportunité s'est présentée pour acquérir, via une procédure de préemption, un terrain voisin avec maison d'habitation.

Ainsi, les conditions sont réunies pour procéder à la construction d'un nouveau bâtiment qui permettra d'accueillir 3 nouvelles classes, de créer les fonctions annexes associées (900 m² de surface de plancher), et de procéder au transfert de deux classes afin de retrouver des conditions optimales d'apprentissage.

Au préalable, la maison d'habitation située sur le terrain acquis sera démolie.

Le nouveau bâtiment sera opérationnel pour la rentrée de septembre 2019.

A cet horizon, l'école maternelle Pape Carpentier proposera donc 11 classes.

Le programme général de cette opération comprend donc :

- la construction d'un bâtiment accueillant :

- 5 classes auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (salle de motricité, salle de repos, sanitaires, ...)
- Une cour.

- la réhabilitation ponctuelle du bâtiment existant en vue :

- d'agrandir l'espace restauration et de créer un office complémentaire
- d'améliorer les conditions de travail du personnel (salle des professeurs, bureaux, ...).
- de mettre l'ensemble du site en accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 4 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appel d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentant au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 11 000 € HT aux candidats admis à concourir.

Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier.

Le coût global de l'opération est estimé à 4 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme (permis de démolir et permis de construire), et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- de décider que les quatre candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 11 000 € H.T. par équipe ;
- de passer avec le lauréat du concours un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes (permis de démolir, permis de construire).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Rénovation de la toiture des écoles maternelle CHAPTAL et élémentaire Jeanne d'ARC - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiment scolaire, la Ville de Montpellier a décidé de rénover la toiture des écoles CHAPTAL et Jeanne d'ARC, sises 9 boulevard des Arceaux à Montpellier.

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande attribué par la Ville de Montpellier pour les travaux de réfection des bâtiments communaux, en juillet et août 2016, pour un montant total estimé à 120 000€.

L'exécution de ces travaux nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la rénovation de la toiture des écoles CHAPTAL et Jeanne d'ARC,
- De dire que la dépense est inscrite au Budget 2016 de la Ville de Montpellier, section Investissement, fonction 90211, nature 21312,
D'autoriser le dépôt du dossier de déclaration préalable auprès des services compétents,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer la déclaration préalable et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Rénovation de la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA-Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiments scolaires, la Ville de Montpellier souhaite rénover la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA sise, 20 rue des soldats 34000 Montpellier.

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande attribué par la Ville pour la réalisation des travaux de réfection des bâtiments communaux, en juillet et août 2016, pour un montant total estimé à 50 000€ TTC.

L'exécution de ces travaux nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la rénovation de la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA,
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2016, section Investissement, fonction 90212, nature 21312,
- D'autoriser le dépôt du dossier de déclaration préalable auprès des services compétents,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer la déclaration préalable et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Réfection de la façade de l'école Francis GARNIER -Déclaration préalable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de travaux de maintenance et de rénovation, l'école maternelle Francis GARNIER, sise 2 rue Général René dans le quartier Centre, nécessite certains travaux. Il convient en effet de procéder à la rénovation des façades, ceci pour améliorer l'isolation et l'étanchéité des bâtiments.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville concernant les travaux de réfection dans les bâtiments communaux, durant l'été 2016, pour un montant de 60 000€. Cette somme est inscrite au Budget primitif 2016 de la Ville de Montpellier.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver la rénovation des façades de l'école maternelle Francis GARNIER.
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier :
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2016, section investissement, fonction 902211, nature 21312.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Avenant à la convention tripartite d'objectifs et de financement pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » Cession de la convention de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 23 juillet 2015, le Conseil municipal a autorisé la signature d'une convention tripartite passée entre la Ville, la Caf de l'Hérault et la Mutualité Française Hérault pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » située dans la ZAC des Grisettes à Montpellier.

Cette convention tripartite définit les conditions dans lesquelles la Ville et la CAF s'engagent à apporter temporairement une aide financière exceptionnelle pour le fonctionnement du multi-accueil « Les Petites Mayas » ainsi que les modalités de fonctionnement et d'offres de services proposés par la structure. Elle est conclue du 1^{er} septembre 2015 au 31 décembre 2017.

Cette action a été inscrite au Contrat Enfance Jeunesse 2015 - 2018 et, à ce titre, permet à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

A compter du 1^{er} janvier 2016, une nouvelle union territoriale dénommée « Mutualité Française Grand Sud, Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes » (SSAM) a été créée, dans un cadre juridique et fiscal adapté. La Mutualité Française Grand Sud se substitue ainsi à la Mutualité Française Gard, la Mutualité Française Hérault et la Mutualité Française Pyrénées Orientales. Par l'effet de cette fusion-absorption, la Mutualité Française Grand Sud devient donc le nouveau titulaire de la convention tripartite pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas ».

L'avenant ci-joint a donc pour objet la cession de la convention tripartite d'objectifs et de financement pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud, qui s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des

droits et obligations résultant de la convention initiale. Les clauses et conditions de la convention tripartite initiale restent inchangées.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- De prendre acte du changement du contractant de la convention tripartite susvisée suite au transfert de l'activité ;
- De prendre acte de la cession de la convention tripartite pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention tripartite;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Avenant à la convention d'objectifs tripartite pour le fonctionnement du multi-accueil « Les Petites Mayas »

Entre :

- **La Ville de Montpellier** (la Ville), représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, dont le siège est situé 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2,

Et :

- **La Mutualité Française Grand Sud SSAM**, représentée par Monsieur Bernard CREISSEN, son Président, dont le siège est situé 88 rue de la 32^{ème} 34264 Montpellier Cedex 2, gestionnaire du multi-accueil « Les Petites Mayas »,

Et :

- **La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault** (la Caf), représentée par Monsieur Thierry MATHIEU, son directeur, dont le siège est situé 139 avenue de Lodève, 34943 Montpellier cedex 9.

Article 1 : Renseignements concernant la convention tripartite

La convention d'objectifs tripartite pour le fonctionnement du multi-accueil « les Petites Mayas » définit les conditions dans lesquelles la Ville et la Caf s'engagent à apporter temporairement une aide financière exceptionnelle pour le fonctionnement du multi-accueil « Les Petites Mayas » ainsi que les modalités de fonctionnement et d'offres de services proposés par la structure.

La convention d'objectifs tripartite pour le fonctionnement du multi-accueil « Les Petites Mayas » est conclue du 1^{er} septembre 2015 jusqu'au 31 décembre 2017. Pour la Ville, sa signature a été autorisée par la délibération n°2015/320 du Conseil municipal du 23 juillet 2015.

Article 2 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet la cession de la convention d'objectifs tripartite susmentionnée de la « Mutualité Française Hérault » à la « Mutualité Française Grand Sud SSAM », nouveau titulaire, pour les motifs suivants :

A compter du 1^{er} janvier 2016, une nouvelle Union territoriale dénommée « Mutualité Française Grand Sud, Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes (SSAM) » a été créée, dans un cadre juridique et fiscal adapté. La « Mutualité Française Grand Sud SSAM » se substitue ainsi à la « Mutualité Française Hérault ».

Par l'effet de cette fusion-absorption, la « Mutualité Française Grand Sud SSAM » devient donc à compter du 1^{er} janvier 2016 le nouveau titulaire de la convention tripartite pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas ».

Le nouveau titulaire de la convention s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant de la convention tripartite initiale.

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Article 3 : Durée et date d'effet de l'avenant

La présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016 jusqu'à la fin de la convention initiale soit au 31 décembre 2017.

Il est établi un original de la convention pour chacun des partenaires cosignataires.

Fait à Montpellier, le

Pour la Caf de l'Hérault,

Pour la Ville de Montpellier,

Pour la Mutualité Française
Grand Sud SSAM,

Le Directeur,

Le Maire,

Le Président,

Thierry MATHIEU

Philippe SAUREL

Bernard CREISSEN

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Travaux de rénovation dans les établissements de la petite enfance en 2016 - Approbation et demande de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de la petite enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'exécuter durant l'année 2016, des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes-garderies pour un montant de 343 000 € HT et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif 2016.

Ces travaux permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés, de bénéficier de locaux et d'aménagements de cour plus confortables et sécurisés, notamment en matière de confort d'été et répondant aux préconisations qualitatives des services de la protection maternelle infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2016 est constitué des opérations suivantes :

Etablissement	Libellé des travaux	Montant HT
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Pose de jeux	33 333,33
Crèche Antigone	Aménagement sanitaires bébés, petit couloir, peinture skydôme	30 000,00
Crèche Louise Guiraud	Rénovation vestiaires, local poussettes, peinture skydôme et pose de store	30 000,00
Halte-garderie Mowgli	Création d'un local de stockage des couches	8 333,33
Crèche Robin des bois	Protection brise soleil, peinture locaux	8 333,33
Crèche Sept nains	Peinture locaux	8 166,66
Halte-garderie les Chats Bottés	Aménagement salle de change, peinture locaux, pose brise soleil	16 916,67

Crèche Galineta	Peinture skydôme, baies coulissantes	22 500,00
Halte-garderie Les Copains d'abord	Peinture skydôme et dégagement	3 000,00
Crèche Pouzin	Rénovation de la buanderie, lingerie et hall d'accueil	10 000,00
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Rénovation des peintures, pose de stores, garde corps et porte coulissante	34 166,67
Crèche Dolto	Garde corps, tour d'arbres, peinture skydôme et locaux	17 166,67
Halte-garderie Bouton d'or	Pose de tour d'arbres et de banc	7 916,67
Halte-garderie Europa Assas	Peinture sas, et vestiaires, création de portes coulissantes	3 333,33
Divers établissements	Mise en conformité des jeux	33 333,33
Divers établissements	Mise en conformité électrique et sécurité incendie	25 000,00
Divers établissements	Travaux imprévus	41 666,67

Afin de ne pas entraver la continuité du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2016 durant la période de fermeture des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux,
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2016, section investissement, fonction 9064, nature 21318,
- De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment la Caisse d'Allocations Familiales,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2016 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **6 150 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Loïs VITTE, étudiant

«*NEENBULLE*» : création d'un espace scénique mobile

Production culturelle

Montant proposé : **800 €**

Marion FILLOQUE, étudiante
«*Les âmes sœurs* » : création d'un court-métrage
Production culturelle
Montant proposé : **1 500 €**

Simon CRABOT, en recherche d'emploi
«*MOWUKIS* » : enregistrement d'un album
Production culturelle
Montant proposé : **2 000 €**

Rémi SCOTTO di LIGUORI, étudiant
«*Partage de l'eau en Afrique du Sud* » : action de sensibilisation
Destination monde
Montant proposé : **400 €**

Pauline BERGEON, service civique
«*Collaboration Akpro-Missérété / Montpellier* » : exposition photo dans le cadre de la
quinzaine des Tiers Mondes
Vivre Ensemble à Montpellier
Montant proposé : **250 €**

Thierry ESCOLAR, étudiant
«*Etre grand, c'est soutenir une grande cause* » : exposition photo dans le cadre d'une
rencontre avec les jeunes réfugiés et migrants à Palerme
Production culturelle
Montant proposé : **1 100 €**

Séphora DJOUFELKIT, étudiante
«*A la conquête du savoir* », soutien scolaire, action citoyenne
Vivre Ensemble à Montpellier
Montant proposé : **100 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **6 150 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits au Budget 2016 de la Ville, fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques.

Conformément à la décision de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs qui s'est déroulée le 4 Mars 2016, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les 2 associations déclinées dans le tableau ci-joint, jusqu'au 31 Décembre 2016.

Considérant l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, il est proposée d'appliquer une redevance minorée.

Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Arsenal Croix d'Argent Football Club	Stade Gil Fayard Rue Bourvil	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
Foot T3M	Stade Gil Fayard Rue Bourvil	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
TOTAL		10 800.00	70.00	10 730.00

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
A.K. SPORT	Salle des Gênes - 415 rue des Baléares	29 025,00 €	35 €	28 990,00 €
Agglomération Montpellier Sports d'Orientation de l'Hérault	Maison du Lez- Allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Amitié Partage et Citoyenneté	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	2 700,00 €	35 €	2 665,00 €
Association Aéroclub Hérault Languedoc-Rousillon	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Football Club Petit Bard	Stade Rachid Malla , av P. Rimbaud	11 835,00 €	35 €	11 800,00 €
Football Club Petit Bard	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
Génération Taekwondo	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Languedoc Cyclisme	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Petit Bard Futsal	Salle du Petit Bard - rue Paul Rimbaud	1 440,00 €	35 €	1 405,00 €
Mouvements Citoyen	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 710,00 €	35 €	1 675,00 €
Montpellier Aqualove Sauvetage	allée Alegria Beracasa « Maison du Lez	1 430,00 €	35 €	1 395,00 €
TOTAL		63 740,00	490,00	64 370,00

Par ailleurs, une mission d'audit des locaux associatifs a été confié au cabinet Ernst & Young, afin d'effectuer un état des lieux des procédures d'attribution et proposer des axes d'amélioration quant au suivi administratif et financier des conventions signées.

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée à harmoniser le suivi administratif et financier et apporter une vérification régulière de l'utilisation des locaux attribués.

A ce titre, et selon les modalités déclinées ci-avant, il est proposé d'attribuer pour 2016 un local pour l'association « Hortus Pétanque », déclinée dans le tableau ci-joint, dont la convention peut être renouvelée jusqu'au 31 Décembre 2016.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Hortus Pétanque	Boulodrome Hortus Pétanque Rue de Bari	5 670,00 €	35 €	5 635,00 €
TOTAL		5 670.00	35.00	5 635.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
 - d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2015,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association.....

Domiciliée.....

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :

.....
relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

Paraphe ville

Paraphe occupant

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :

Adresse du bien
.....

Les lieux mis à disposition, d'une superficie dem² :

OU

Les lieux mis à disposition, en occupation conjointe avec l'association
....., sont d'une superficie dem² :

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de..... mois.

Elle prendra effet à compter du et se terminera le.....

Paraphe ville

Paraphe occupant

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 - Redevance

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à€ annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement / semestriellement/ trimestriellement/ mensuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de ... €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

Paraphe ville

Paraphe occupant

724

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;

- dégorgir les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Les locaux associatifs situés dans les parcs et squares de la Ville de Montpellier doivent respecter les fermetures liées aux principes de précaution dans le cadre de prévisions météorologiques.

Article 6 – Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

Paraphe ville

Paraphe occupant

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service des Sports
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux
Sports,

Fabien ABERT

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

